

LE
MONDE

libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 198 - FEVRIER 1974 - Prix 3 F.



i
t
a
l
i
e

SA MER

SES PLAGES

SON SOLEIL

et ses prisons!



liberté pour
MARINI!

F° P 2520

ACTIVITES DES GROUPES DE LA F.A.

Cours

de formation anarchiste GROUPE LIBERTAIRE LOUISE MICHEL

tous les jeudis soir à 20 h 30 précises
10, rue Robert Planquette, Paris 18^e
Métro : Blanche ou Abbesses.

En janvier, Thyde Rosell, dans son analyse de la Révolution française, nous a montré la période de transition qu'il pouvait exister entre les révolutions du régime absolu et du Moyen-Age et celles qui vont créer notre ère contemporaine.

Nous rentrons, dès maintenant, dans l'étude des phénomènes sociaux propres à notre société industrielle. Maurice Joyeux nous fera jeter un œil sur l'histoire passionnante de la création progressive d'un mouvement ouvrier moderne. Angel Pino, de son côté, analysera une des révolutions qui marquera le mouvement révolutionnaire contemporain.

- 7 février :

La révolution de 1848.
● première prise de conscience du prolétariat par Maurice Joyeux.

- 14 février :

La naissance du socialisme.
● le carbonarisme, la société des saisons
● Barbès, Proudhon, Blanqui
● le mouvement ouvrier jusqu'à la Commune par Maurice Joyeux.

- 21 février :

Cours d'orateur animé par Maurice Laisant.

- 28 février :

La révolution russe
● la société industrielle, le mouvement socialiste en Russie.
● l'interprétation marxiste de Lénine par Angel Pino.

- 7 mars :

La révolution socialiste bourgeoise de février (1905)
● la révolution léniniste d'octobre (1917) par Angel Pino.

COLLOQUES - DEBATS

le Samedi après-midi à 17 h, au local du groupe Louise Michel 10, rue Robert Planquette PARIS 18^{ème}
Métro : Blanche ou Abbesses

- samedi 2 février :

● l'actualité en question par Thyde Rosell

- samedi 9 février :

● l'affaire Marini et la montée du fascisme par Joël Gochot

- samedi 16 février :

● problème de l'organisation anarchiste par les militants de l'Alliance syndicaliste

- samedi 23 février :

● Proudhon et l'autogestion par Jean Bancal (auteur du livre « Proudhon, pluralisme et autogestion »).

- samedi 2 mars

● la situation paysanne par Eric.

- Annonce Affiches :

● CAMPAGNE MARINI Des affiches et des tracts sont à la disposition des copains. Participation aux frais - CCP d'Yvonne PALMENECHÉ en indiquant Marini - 20 c. l'affiche.

- Annonce conférence

● NORMANDIE

Le camarade LAISANT anime des conférences au Havre, le vendredi 15 février à 20 h 30 au Franklin salle « B »
A Sotteville-lès-Rouen, le samedi 16 à 20 h 30 au foyer des anciens, rue Ambroise-Thomas.
SUJET : « LA PILULE OU LA BOMBE »

- Annonce conférence :

● A BOURGOIN JALLIEU

- ISERE
le 5-2-74 au cinéma Vox « Tu ne tueras pas »
Projection du film de Claude Autant Lara suivie d'un débat sur l'objection de conscience animé par les camarades anarchistes de Bourgoin et André Lourdele.

Le numéro 1 d'« Anarchie Pourquoi ? »
Organe Intergroupes Charentais de la Fédération Anarchiste Française vient de paraître.
Pour tous contacts :
3 rue Ternaux
75011 PARIS

COMMUNIQUE :

TRESORERIE :

IL EST INUTILE D'INCLURE LE NOM DE PANNIER DANS LE LIBELLE DU C.C.P. SUPPORT DE TOUS REGLEMENTS.

Le directeur de la publication :
Maurice Laisant
Imprimerie POINT 2000 - Paris XI^e
Diffusion S.A.E.M.-Transports Presse
Commission paritaire : N° 28.639

GROUPE LIBERTAIRE JULES DURAND

Une erreur de transcription a fait omettre une partie du communiqué du G.L. J. Durand (ML de Janvier)

Il fallait lire :

Le bulletin regrouperait les anars, anarcho-syndicalistes adhérant à la CGT, FO, CFDT, désirant inscrire dans la pratique quotidienne les propositions libertaires notamment : La lutte contre la hiérarchie des salaires, les conditions de travail et d'embauche, etc...
Se mettre en rapport avec les R.I.

VENTE MILITANTE

Dimanche de 10 à 12 h.
devant le monoprix commerce Paris 15^e

Dimanche une fois par mois
Place Aligre Paris 12^e
Marché rue Lepic Paris 18^e
Marché du Poteau Paris 18^e
Avenue de St-Ouen Paris 18^e

Dimanche 1^{er} et 3^{ème} du mois
Porte St-Cloud
rue Lecourbe
marché porte de la Plaine
marché de Brunoy 91
Famiprix de Cachan
Palaiseau.

LES PRINCIPAUX COURS

organisés par le Groupe Libertaire
Louise Michel
seront disponibles
en
MINI-CASSETTE
Renseignements
à la Librairie Publico

COMMUNIQUE DE LA COMMISSION ECOLOGIE

La Commission demande aux lecteurs du Monde Libertaire de lui faire parvenir toutes les informations sur les centrales nucléaires, l'énergie solaire, l'agriculture biologique, etc. etc...

Ecrire : Patrick LELIEVRE
18, rue Marcel-Proust
28200 CHATEAUDUN

près de nous

ESPERANTO
Nous vous rappelons que tous les mercredis à lieu au local du groupe libertaire Louise Michel : 10, rue Robert Planquette - Paris 18^{ème}

Le cours d'espéranto à 18 heures.

Les camarades qui seraient désireux de suivre ce cours, peuvent se présenter directement ou demander des renseignements à :
Mme Claudette Cheber, 210, av. PIERRE-BROSSETTE - 92240 Malakoff.

Pierre-Brossolette
92240 MALAKOFF

Près de nous
S.I.A. Section de Brest
Importante réunion de la S.I.A. de la région bretonne, à la Maison de la jeunesse et de la culture Boulevard Clémenceau (Harteloire) le dimanche 10 février. Les lecteurs du Monde Libertaire sont invités à y participer.

AIN
GROUPE LIBERTAIRE - OYONNAX
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

ALLIER
GROUPE ANARCHISTE
MONTLUCON - COMMENTRY
Pour tous contacts, s'adresser aux Relations Intérieures.

LIAISON F.A. - VICHY
Pour tous renseignements, s'adresser :
40, rue A.-Cavy, 03 - BELLERIVE.

ALPES DE HAUTE PROVENCE
LIAISON ANARCHISTE
CONTACTS ET INFORMATIONS
Problèmes Communautaires. Ecrire aux Relations Intérieures.

ALPES-MARITIMES
Liaisons F.A. S'adresser Relations Intérieures

BOUCHES-DU-RHONE
LIAISON MARTIQUES
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.

CHARENTE-MARITIME
GROUPE LIBERTAIRE LOUIS
LECOIN - SAINTES
Pour tous renseignements, s'adresser :
Pierre Rousseau, 12, rue de la grandfont, 17 - Saintes.

CHER
LIAISON F.A. - VIERZON
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

CHARENTE-MARITIME
GROUPE D'ACTION LIBERTAIRE
LA ROCHELLE
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.

DOUBS
GROUPE BISONTIN DE LA FA
S'adresser aux relations Intérieures.

EURE-ET-LOIR
GROUPE LIBERTAIRE DE
CHATEAUDUN
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.

GIRONDE
GROUPE ANARCHISTE SEBASTIEN
FAURE - BORDEAUX
Réunion chaque mois sur convocation.
Le cercle d'étude libertaire : tous les jeudis à 21 h 30, 7, rue du Muguet (Caserie-débat).

ILLE-ET-VILAINE
GROUPE ANARCHISTE RENNES
LIBERTAIRE
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

INDRE ET LOIR TOURS
Formation d'un groupe Anarchiste
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

ISERE
FORMATION D'UN GROUPE
LIBERTAIRE
Pour tous contacts, s'adresser à B. Lanza, 38 - LES EPARRRES.

LOIRE
LIAISON F.A. - SAINT-ETIENNE
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

LOIRE ATLANTIQUE
NANTES - Groupe Anarchiste
Pour tous renseignements, s'adresser
33, Maison Radieuse
44400 - REZE

LOIR-ET-CHER
VENDOME - Liaison F.A.
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.

LOT
FORMATION ANARCHISTE DE
GOURDON - GOURDON
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.

LOT-ET-GARONNE
GROUPE DE L'INCROYABLE ANAR-
CHIE - AGEN - Edite « l'Incrovable
Anarchie »
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.

LOZERE
LIAISON F.A. - MARVEJOLS
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.

MAINE-ET-LOIRE
GROUPE NI DIEU NI MAITRE
ANGERS
Pour tous contacts, s'adresser aux Relations Intérieures.

MEURTHE-ET-MOSELLE
GROUPE DE NANCY
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.

MOSELLE
GROUPE LIBERTAIRE DE METZ
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.

MORBIHAN
LIAISON F.A. - VANNES
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

MORBIHAN
LIAISON F.A. - LORIENT
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.

NIEVRE
LIAISON F.A. - NEVERS
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.

NORD
GROUPE KRONSTADT
Région LILLE-ROUBAIX-TOUR-
COING
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.

NORD
Groupe « Nous sommes la TEMPETE »
Groupe Lycéen et Etudiant de propa-
gande Libertaire
Pour tous renseignements, écrire : Guy
LE FLECHER 38, rue Princesse 59000
LILLE.

PAS-DE-CALAIS
GROUPE ANARCHISTE FRANCOIS-
VILLON - BETHUNE
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

PAS DE CALAIS
ARRAS.
Groupe Artésien,
Pour tous contacts écrire aux Relations Intérieures.

PUY-DE-DOME
CLERMONT-FERRAND
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

PYRENEES-ORIENTALES
GROUPE L'INTRANSIGEANT
PERPIGNAN
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

PARIS ET SA BANLIEUE
GROUPE D'ACTION ET D'ETUDE
LIBERTAIRES. PARIS 20^e
Rassemblement de tous les Anarchistes
autour de thèmes de réflexions divers.
(Pédagogie, Art, Anarcho-
Syndicalisme, Créations, Préoccupations Individuelles).

Permanence
Tous les lundis, 20 h 30
Le samedi à partir de 15 h
33, rue des Vignoles PARIS 20^e
Métro : Avron

GROUPE LIBERTAIRE KRÛPOT-
KINE - Paris - Banlieue Sud.
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.

GROUPE LIBERTAIRE MAX STIR-
NER
16, 26, 36 arrondissements.
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

LIAISON DES POSTIERS
Edite « Gestion Directe »
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.

GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-MI-
CHEL
Local : 10, rue Robert-Planquette (rue
Lepic) PARIS (18^e). (Métro : Blanche
ou Abbesses).

Permanence assurée par les militants du
groupe chaque samedi à partir de 17 h.
Contact avec les militants. Colloques.
Pour tous renseignements : écrire à
Maurice JOYEUX, 24, rue Paul-Albarrat,
Paris-18^e ou téléphoner à 076-57-89.

GROUPE ACTION REVOLUTION-
NAIRE -
ANARCHISTE ASCASO-DURRUTI
13^e, 5^e, 11^e arrondissements.
S'adresser à Marcel : 3, rue Ternaux,
PARIS 11^e

GROUPE BAKOUNINE, SOCIALISTE
LIBERTAIRE - 7^e et 18^e arrondissements
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

PARIS - SUD-OUEST
GROUPE LIBERTAIRE GERMINAL
15^e et 16^e arrondissements.
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

GROUPE ANARCHISTE DE LA
SOULE
NORD DES HAUTS DE SEINE
Accueil : salle du centre administratif,
place de la Mairie - Asnières (2^{ème} et
4^{ème} mercredi du mois à 21 h.)

la Mairie, ASNIERES (deuxième et
quatrième mercredi à 21 h.)

PRESENCE ANARCHISTE
MONTREUIL - LES LILAS
Contacts entre isolés, diffusion du M.L.
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

NANTERRE
Groupe en formation. Pour tous rensei-
gnements s'adresser aux Relations Inté-
rieures.

BANLIEUE SUD
GROUPE NI DIEU NI MAITRE -
Pour tous contacts, s'adresser :
PUBLICO, 3, rue Ternaux, 75011 Paris

BANLIEUE SUD
GROUPE LIBERTAIRE DE PROPAGAN-
DE - FRESNES - ANTONY
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.

VINCENNES
Groupe en formation. Pour tous rensei-
gnements s'adresser aux Relations Inté-
rieures.

SEINE SAINT DENIS
MONTREUIL - ROSNY
Groupe Anarchiste VOLINE
Pour tous renseignements s'adresser
aux Relations Intérieures (vente ML à
Rosny et à Montreuil - Mairie).

ESSONNE
GROUPE NESTOR-MAKHNO
BRUNOY - CHENNEVIERES
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.

YVELINES
GROUPE DE PRESENCE ANAR-
CHISTE
CHAÛTOU - Houilles

YVELINES POISSY
Groupe Anarchiste en Formation,
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

RHONE
Groupe Anarchiste de Lyon
Pour tous contacts, écrire aux Relations Intérieures ou SIA 25, rue René
Leynaud 69001 LYON

SEINE-MARITIME
GROUPE LIBERTAIRE JULES DU-
RAND - LE HAVRE
Pour contact, écrire aux Relations Inté-
rieures.

SEINE-MARITIME
GROUPE LIBERTAIRE
BOLBEC - LILLEBONNE
Pour tous contacts, s'adresser aux Rela-
tions Intérieures.

SEINE-MARITIME
GROUPE LIBERTAIRE DELGADO
GRANADOS - ROUEN
Pour tous contacts, écrire aux Rela-
tions Intérieures.

SOMME
GROUPE ANARCHISTE - AMIENS

Pour tous contacts, écrire aux Rela-
tions Intérieures.

VAR
LIAISON ANARCHISTE TOULON-
NAISE
Pour tous contacts, écrire aux Rela-
tions Intérieures.

Vienne
GROUPE EN FORMATION
POITIERS
Pour tous renseignements, écrire aux
relations Intérieures.

Vienne (HAUTE-)
GROUPE LIBERTAIRE SEBASTIEN-
FAURE - LIMOGES
Pour tous contacts, écrire Relations Inté-
rieures.

YONNE
GROUPE ANARCHISTE D'AU-
XERRE-AVALLON
Pour tous renseignements, écrire aux
Relations Intérieures

BELGIQUE
LIAISON MONS
PROVINCE DU HAINAULT
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.

LIAISON CHARLEROI
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.

LIBRAIRIE PUBLICO
Relations Intérieures.
3, rue Ternaux, 75011 PARIS.
Tél. : VOL 34-08.

TRESORERIE

Pour tout règlement, envoyer
vos fonds à Yvonne DALME-
NECHES au nom de PANNIER,
C.C.P. 14-277-86, Paris.

La trésorière :
Yvonne DALMENECHES

sommaire

EDITO	Pages
1945	3
EN DEHORS DES CLOUS	
Si on lui coupait la queue	4
<i>par le père PEINARD</i>	
Le Pétrole a bon dos	4
<i>par P.V. BERTHIER</i>	
Sensiblerie	4
<i>par Carmen SAUCHEZ</i>	
EN FRANCE	
Une aube incertaine	5
<i>par Roland BOSDEVEIX</i>	
Dans les ports et les docks	5
<i>par Gwenaël TORREBENN</i>	
La grande chance	14
<i>par Mathilde NIEL</i>	
Du tabac ? non du gros cul	14
<i>par Maurice LAISANT</i>	
La Réaction classique face aux contradictions du système économique	16
<i>par Maurice JOYEUX</i>	
DANS LE MONDE	
Le cas Marcini	6-7
<i>par Marcello FANTINO</i>	
Le franquisme récolte les fruits de la violence qu'il a semé	10
<i>par le Secrétariat intercontinental de la CNT</i>	
Informations internationales	11
<i>par le Secrétariat aux relations extérieures</i>	
La Philanthropie officielle	12
<i>par Joël GOCHOT</i>	
L'Amérique latine sous de nouveaux aspects	13
<i>par Victor GARCIA</i>	
Liberté ou Autorité	15
<i>par Joël GOCHOT</i>	
ETUDES ENQUETES	
Le problème agricole	8-9
<i>par ERIC</i>	
ANTICLERICALISME	
L'église, Dieu et l'Etat	5
<i>par Michel GARNES</i>	
CLASSIQUE	
Bakounine	10
LITTERATURE-SPECTACLE	
Cinéma	15
<i>par Patrice BIGOT</i>	

1945

C'était la libération, du moins on nous l'affirmait.

C'était le triomphe des démocrates, la fin du fascisme du moins on le claironnait car il fallait bien justifier 50 millions de morts.

Cependant Franco qui avait commencé à boucler les malles a été aimablement épargné par les vainqueurs.

Franco qui n'avait plus Mussolini et Hitler pour l'approvisionner et le soutenir contre la colère de son peuple, a trouvé chez les Staline, les Eisenhower, les Churchill et les de Gaulle l'appui inattendu « des champions de la liberté ». Faut-il ajouter que son compère Salazar a bénéficié de la même lâcheté des mêmes hommes.

Et puis, le temps a passé, le fascisme a relevé la tête, ici et là, avec la complicité des « grands démocrates », « des ardents républicains », il s'est enhardi jusqu'à parler haut et ferme d'abord et jusqu'à tenter des coups de force ensuite.

A côté de toutes les dictatures honteuses, à côté de tous les fascismes inavoués, on a vu se dresser un fascisme officiel debout dans son arrogance et capable par un coup d'Etat de faire de la Grèce et du Chili des terres de deuil et de désespoir.

Mais le mal gagne et la barbarie fasciste a ses comptoirs et ses succursales.

L'Italie vient d'en être victime, la France risque de l'être demain.

La méthode est la même partout, l'étude de l'affaire Marini qui suit vous l'apprendra jusqu'à l'évidence. Il importe de la dénoncer.

Les tenants d'un régime aux abois qui rêve d'un gouvernement fort trouveront un heureux appui dans les éléments extrémistes de droite, capables de fomenter des attentats dont on attribuera la paternité aux gauchistes en général et aux anarchistes en particulier.

Cela justifiera un durcissement accepté et réclamé parfois par une masse affolée par les mensonges gouvernementaux et sensibilisée par des violences dont on lui cache les véritables auteurs.

Souvenez-vous des attentats de Milan, reconnus aujourd'hui comme venant des fascistes et pour lesquels Pinelli a été « suicidé » par la police, pour lesquels Valpreda est resté incarcéré quelque quatre ans, sans jugement, qu'on lui refusait faute de preuves.

Le parallèle entre l'Italie de 68 et la France de 1974 est frappant.

Ici et là une crise économique sévit, qui se répercute dans le domaine politique, et dont les hommes au pouvoir ne peuvent se sortir que par un glissement vers la dictature, une restriction des libertés.

Cependant il faut un prétexte pour les justifier, un bouc émissaire à offrir en pâture à l'opinion.

Les anarchistes sont là pour cela. En France aujourd'hui, comme en Italie hier, qu'un crime se commette, qu'une violence ait lieu, « ce sont les anarchistes »

A Poitiers une voiture chargée d'explosifs (de plastic) dérape, les passagers sont dans le coma, le seul qui soit en état de parler refuse de le faire. Peu importe : « Ce sont des anarchistes » et sur la foi de la préfecture de police, « l'information » sera gratuitement répercutée par la presse (cela n'est qu'un fait parmi d'autres, nous connaissons le processus). Par la suite, d'anarchistes, ils deviendront gauchistes puis des « inconnus », quand on n'apprendra pas qu'il appartenaient à des organisations de droite.

Une police qui cambriole, qui favorise le proxénétisme ou qui viole le domicile des particuliers pour y poser des micros, n'en est pas à un mensonge près. L'important c'est de nous déconsidérer dans l'opinion publique.

C'est à cette même opinion publique qu'il nous appartient de dénoncer cette campagne de calomnies et d'en démasquer les auteurs.

AMIS LECTEURS

En cette période de renchérissement du coût de la vie, qui grève dangereusement notre pouvoir d'achat, nous remercions tous ceux qui apportent leur soutien au journal. Les diverses hausses de l'énergie et des matières premières qui vont se répercuter sur l'ensemble des produits et services, se traduiront certainement par une hausse notable de nos frais généraux, coût du papier notamment. Ce sera donc dans une conjoncture difficile que nous aborderons, nous aussi, cette année 74.

Puis que jamais, notre propagande et notre journal devront être présents dans les luttes et fournir une analyse, une explication libertaire de la crise du système capitaliste national et international. Pour intensifier cette présence, il faut que nous renforçons nos forces et que nous portions une attention particulière sur la diffusion de notre presse, moyen privilégié de propagation de nos idées, intra et extra-muros de notre hexagone. La lente mais sûre progression du nombre de nos lecteurs atteste de la vitalité et de la pertinence de notre conception de lutte contre le système. Mais, pour toucher encore davantage de lecteurs potentiels, il nous apparaît nécessaire d'accroître la propagande autour de notre organisation et de son journal, de le vendre intensivement et de rechercher de nouveaux abonnés.

Dans ce contexte général de dégradation économique-sociale, votre aide financière et militante reste plus que jamais primordiale. D'elle dépend une partie de nos ressources, d'elle dépend nos moyens de développement et, dans l'immédiat, la parution régulière du Monde Libertaire.

Les Administrateurs :

Roland BOSDEVEIX - François GARCIA

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction - Administration
3, rue Ternaux, 75011 PARIS
Tél. : 805.34.08

à adresser à LIBRAIRIE PUBLICO
Compte postal Paris 11289-15
Prix de l'abonnement

France :	6 numéros 15 F	Etranger :	6 numéros 19 F
	12 numéros 30 F		12 numéros 38 F
sous pli fermé :	6 numéros 22,20 F	par avion :	6 numéros 24 F
	12 numéros 44,40 F		12 numéros 48 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

(à nous retourner écrit très lisiblement)

Nom

Prénoms

Adresse

Code Postal

A partir du numéro

LE PÈRE PEINARD



si on lui coupait la queue

En rappelant une vieille histoire : la queue de la poêle est-elle à droite ou à gauche ? Cela n'a pas de sens, comme le dirait Raymond Devos, elle tourne ; eh bien ! non. En France, elle reste à droite. La gauche veut-elle la queue de la poêle ? Non en définitive, et si même elle l'aurait prise aux dernières élections, elle serait sur le point de la lâcher ou de se mettre à droite avec sa queue.

Un jour de réception, une comtesse demandait à Louis-Ferdinand Céline : « Que faites-vous en ce moment, maître ? » - « Je suis ma queue, comtesse ». C'est ce qui arrive à tous les pouvoirs, ils suivent leur queue de poêle. Si la queue de la poêle était à gauche, il y aurait des changements : le Larzac aurait été déclaré « zone militaire populaire » au lieu de « militaire » tout court ; la monnaie flottante aurait été déclarée « en voie de normalisation ». L'Europe n'aurait pas été plus avancée, le P.C. et les Américains étant contre, ainsi que les autonomistes. Si la gauche avait eu la queue de la poêle, on ne serait pas loin de rappeler Pompidou et sa clique pour mettre le franc à un rond.

La queue de la poêle est bien en main et le fri-cheti qui grille a une odeur de grillon : des temps de vie chère. On a grévassouillé contre la vie chère, on a processionné contre, mais avec le recul, on se demande si on ne l'a pas fêtée. C'est le populo qui va casquer. Le petit commerçant a montré les dents, derrière chaque comptoir, derrière chaque vitrine ; il est là, haineux, bouffant du Nord-Af après lui avoir raflé son pognon. Et quand on est du commerce, tout neuf de la « Sécurité sociale » on grogne contre ceux qui paressent, car on ne peut prendre des jours d'asturbie because sa caisse à tenir.

La classe du commerce-artisanat non contente d'exploiter les parents, les vieux, va s'en prendre aux mômes maintenant.

La République qui, cahin-caha, avait retiré les mêmes de la pogne des curés, comme elle les avait retirés de la fabrique jusqu'à 17 ans, crie de faire machine arrière : elle les livrera à 14 balais, pour un cadeau, c'est un cadeau. Les hommes « de cœur » et « de culture », paraît-il, trouvent à l'heure actuelle que les enfants sont mieux à l'école. Certainement qu'ils n'ont jamais gratté chez un taulier. Mais peut-être songent-ils à remplacer le Nord-Af par la progéniture des pères lapins ?

Toutes choses dont on va bientôt se venger aux prochaines élections, comme dirait ma concierge, « avec la candidature d'un Mitterrand » bien sûr.

Avant les dernières élections, toutes les actions et revendications, avancées par l'extrême-gauche même, étaient axées en vue de la prise de la queue de la poêle. Tout un chacun, même sans y croire, énonçait « votons d'abord, on verra ensuite ».

Les problèmes : de Lip, de l'avortement, du militarisme, de l'objection ont été reportés, repoussés pour vice de forme, et la prise du pouvoir par la gauche était un mirage. La vie augmente, chacun s'observe, toutes les contestations venant de différents horizons sont sur le tapis : différemment appréciées par les uns, traficotées par les autres. Le pouvoir en place attend, et devant lui, quoi ! des poujadistes, des clients avec fil à la patte, et pourtant. Tout pouvait être chouette ; on annonçait que les Français allaient avoir moins de travail avec le chômage, plus de pollution avec la crise du pétrole, cela pouvait baigner dans le beurre en se partageant entre tous le peu de boulot à faire. Mais voilà ; il y a cette sacrée exploitation de l'homme par l'homme.

Il faut supprimer la queue de la poêle afin que l'exploiteur se brûle les pognes.

Le Père Peinard.



Voici l'heure où les gros dévoilent les petits

Bien sûr c'est vrai : il y a, ou il y aura tôt ou tard, ou en tout cas il risque d'y avoir une crise de l'énergie, puisque la politique imprévoyante et désordonnée des fanatiques de la croissance indéfinie mène à épuiser les matières non renouvelables et à négliger tout ce qui ne confère pas un profit impérieux et immédiat.

Mais une autre chose est sûre : ceux qui nous ont conduits là comptent bien même si nous en sommes, nous, victimes, en être, eux, bénéficiaires. Car tout leur est bon pour s'enrichir, notamment le malheur des autres, et en particulier quand ils en sont responsables : il serait injuste, pas vrai ? qu'étant les promoteurs d'un désastre ils n'en soient pas aussi les profiteurs. Puisque la guerre est pour certains une aubaine, pourquoi pas la crise ?

A la faveur du désarroi, inconstance propice aux mauvais coups, on va dépouiller les pauvres. On les dépouille, direz-vous, quotidiennement. Sans doute ; mais il est certaines occasions pour le faire plus à fond, avec un art plus consommé. Alors, non seulement on les dépouille, mais on les ratisse, on les ratiboise, on les dépiaute comme des lapins écorchés. Une crise est juste ce qu'il faut pour cela : elle crée le climat dramatique où les gens de peu se résignent à devenir des gens de rien ; on les y conduit doucement en leur disant : « Que voulez-vous ! L'heure est grave ! L'heure est au civisme... Misère ! Malheur ! Fatalité ! ».

L'argent des riches s'appelle le capital ; il est en grande partie imprenable parce qu'il est investi, en matériel, en terre, en immeubles, ou converti en or, en bijoux, en tableaux, toutes choses qui, loin de perdre de la

valeur quand « l'heure est grave », en gagnent. L'argent des pauvres, au contraire, ce sont leurs économies ; il est placé humblement, à 4, à 5 ou à 6 %, c'est-à-dire confié à ce grand honnête homme, à ce probe administrateur, à ce parangon de vertu qu'est l'Etat.

Depuis toujours, les pauvres voudraient exproprier les riches, mais cela exige une révolution, et c'est très difficile à faire, les occasions sont rares, les risques grands. Depuis toujours aussi les riches, qui trouvent qu'ils ne le sont jamais assez, lorgnent le modeste avoir du pauvre, et, comme l'avoir du pauvre est en grande partie détenu par l'Etat, la spoliation est aisée : une inflation sournoise, les dévaluations successives, des « mesures économiques et financières » prises « dans l'intérêt général », ça y est, le tout est joué ; déjà réalisée au jour le jour et peu à peu, l'opération se précipite à un rythme accéléré dans les mouvements dits « de crise », et le pauvre, qui n'a pas d'autre argent que celui qu'il retire de son travail, le peu qu'il réussit à en mettre de côté pour les coups durs et les pépins éventuels, qui, en tout cas, n'en a pas assez pour l'investir, lui, en immeubles, ou le convertir en tableaux, le pauvre est superbement lésivé. On le console en lui disant : « Oui l'argent a perdu 20 %, mais soyez joyeux... le vôtre étant placé à 5 %, n'a donc perdu que 15 %... Oh ! prévoyant citoyen vous êtes un heureux homme ! » Et l'on tresse des couronnes au petit épargnant, fier de son sacrifice et content d'en être quitte à si bon compte.

Tel est le processus des crises, exploitées par des truands qui détoussent des « caves ». Certes elle existe, cette affaire de pétrole. Les pays industriellement avancés ont besoin de cet or noir qui git dans le sous-sol de contrées désertiques, à peu près inhabitées,

placées sous la souveraineté d'Etats à l'origine très frustes et très attardés, qu'on a gorgés d'or jaune pour pouvoir exploiter le pactole souterrain. Ces Etats, naguère, pauvres, sont devenus riches, car dans le désert on dépense peu, et plus ils s'enrichissaient, plus ils devenaient gourmands ; phénomène bien connu : la richesse convoite l'opulence, et la possession provoque l'avidité. Désormais, riches contre riches, c'est la truanderie, le chantage, la guerre, c'est à qui sera le « racketteur » de l'autre, et « le cave » d'hier devient le truand d'aujourd'hui dans le rifi bitumineux international. L'affaire du pétrole existe donc. Mais il en est qui en feront leurs choux gras.

Personne, sauf les pauvres qu'on affole, ne perd le nord dans cette histoire ; les capitalistes, les banquiers, les diplomates, simulent des affaires qu'ils voudraient nous faire partager. Ce sont eux qui ont mené l'économie au point où elle en est, mais eux s'en tireront toujours : leurs biens, investis ou convertis, ne risquent pas grand chose. En revanche, les quatre sous du pauvre n'ont jamais été plus en péril, plus frileux et plus abandonnés : c'est le moment pour se jeter dessus et s'en repaître. On dira que c'est la faute du pétrole. Le pétrole a bon dos.

P.V. BERTHIER

P.S. Une faute exhalante a, dans la note qui suivait mon dernier article (n° 196, janvier 1974) introduit mon nom à la deuxième ligne de ladite note. On a pu lire : « Pour donner une idée du concours P.V. Berthier extra-militaire que l'armée apporte à l'activité nationale », etc... Naturellement, mon nom est à exclure de la phrase ; il suffisait qu'il figurât deux lignes plus haut en signature.

sensibleries...

Il est de bon ton, en ces temps de troubles aigus et graves, de détourner les sentiments du côté des animaux en voie de disparition... De partout, on voit des comités de défense se créer, fonctionner. A qui les phoques, les ours, les loups, à quel les ignames, les tortues, les reptiles, les insectes... On cherche des militants...

N'est-ce pas malheureux pour ces pauvres bêtes ! Que les hommes sont méchants ! Ils tuent les animaux jolis pour avoir leurs peaux, pour les sous ; sordide !

Dans la jungle, les chasseurs massacrent à la chaîne jusqu'à l'extinction des races. Il faut bien qu'ils vivent, qu'ils mangent. Même s'ils ne sont pas civilisés, ils savent bien que les belles dames de Paris, Londres, New York sont plus désirables dans ces fourrures que leurs Jules payent des prix fous.

Ce n'est pas comme on voudrait le faire croire aux sensibleries, que c'est la passion de tuer qui pousse les Africains à traquer la faune de leurs contrées, mais la grande misère et l'exploitation que leur font subir les soi-disant colons et protecteurs... Sauvages, les dirigeants, pas eux ! Sauvages ceux qui, comme chez nous, chassent pour le plaisir nos derniers zards...

Bien sûr, c'est dommage pour les

animaux de la savane, mais là même où l'on place des millions pour sauvegarder quelques lionceaux, quelques éléphants, des milliers d'êtres humains mènent des vies de misère et de faim qui n'émeuvent pas le cœur des enfants ou des midinettes des pays civilisés.

Madame Gandhi fait d'énormes efforts pour protéger les bêtes sauvages, mais rien du tout pour son peuple super-malheureux, super-affamé...

A force de propagande par la télévision et les journaux, la sensibilité s'est développée chez nous... Résultat : ces cœurs d'or de Français ont dévalisé toutes les boutiques d'animaux exotiques pour donner de l'affection aux derniers tapirs, singes, serpents, etc. Inutile de dire que, durant les dernières fêtes, les marchands ont fait des affaires en or, et que les chasseurs d'Afrique ont dû se démenner pour pouvoir satisfaire toutes les demandes.

Et dire qu'à la S.P.A., on ne sait que faire des chiens et des chats qui sont plus à leur place parmi nous qu'un guépard ou un faon ! Moi, j'aime beaucoup les animaux et quand je vois un Mao offrir des bébés pandas à un Pompidou, je me dis, voilà quelqu'un qui sait y faire, qui sait profiter du bon cœur du monde...

Tous les petits Français vont rêver

de posséder un de ces ours ou à lunettes et pourquoi pas, aller jusqu'en Chine pour se le procurer, et par la même occasion, jeter un coup d'œil sur les miraculeuses méthodes du marxisme maofite... C'est tout de même curieux, comme cadeau...

Faut vraiment aimer les animaux pour les expédier dans un climat qui ne leur convient pas, dans une bonne cage de zoo, pauvres ours de l'Himalaya ! galopins des glaciers éternels à 5 000 mètres d'altitude. Tous les enfants sont pleins d'amour pour les bêtes, surtout à poil ; et leur rêve est de les apprivoiser et de punir ceux qui leur feront du mal. Aujourd'hui, c'est la mode de défendre les animaux ; c'est bon pour les enfants, c'est mieux que de les intéresser au triste sort des hommes de ces pays où disparaissent les héros du Livre de la Jungle.

De voir une rose se faner lamentablement, ridiculement dans un verre, de voir un oiseau se décolorer dans une cage, de voir un lionceau bouffer les moquettes d'un hôtel particulier du 16^e, de voir un Noir ou un Arabe maltraité, ça ne choque personne, c'est courant... Peut-être est-ce par ces choses courantes qu'on pourrait apprendre aux enfants à respecter la vie.

Carmen SANCHEZ

UNE INC

Qui aur... se d'u... générale... des matiè... une rareté... en plus, al... voquer da... une hau... prix ? Per... cheurs du... entrevu à... perspectiv... riciens de... déjà fin... siècle, av... limitations... les de la p... leur appr... restent lim... et les pay... cent à leu... leurs coût... plus de... préparer à... détruits et

Le co... était jusq... les puiss... capitaliste... et était... demandé... dévoué... res premi... sion sur l... des bas... développ... situation... ment pou... des pays... de déten... fait, d'ex... cieux. L... appartena... pays du... de présen... mières... leur rareté... adopté u... vés. Ils... dans la r... développ... qu'ils... c'est-à-di... relles inc... mptes sur-

Bien... dentaux... freiner... taire ca... leurs éco... des rapp... forme d... ger des... (eh oui... n'est pa... détérior... balance... détéri... plusieurs... rants, au... le mon... énérgéti... mesure... usines c... gouverne... brer leu... vont par... de l'exp... actua r... amplifié... commerc... déjà en... mais s'i... le nou... va de no... sépare l... pauvres... qui éco... plus de... me, un... d'intéré... monde... et les gr... très gran...

Ren... prix de... capitalis... commet... toute. L...

le cas giovanni marini

dolce vita et trame fasciste

L'Italie 1967 : pour beaucoup c'est les vacances, le soleil et le western spaghetti. Western aussi, la situation politique. Le 21 avril 1967, coup d'Etat militaire en Grèce... Mais il fait si bon à la terrasse des cafés ! L'attentat au siège du P.C.I. à Rome pendant la visite du chef d'Etat soviétique est attribué à des irresponsables. En juin, des étudiants grecs, du Service Secret KIP, constituent à Rome une organisation fasciste : la « lega », c'est le feu vert. Les quelques groupes fascistes jusqu'alors considérés comme inexistantes, vont bientôt se manifester par une série d'attentats.

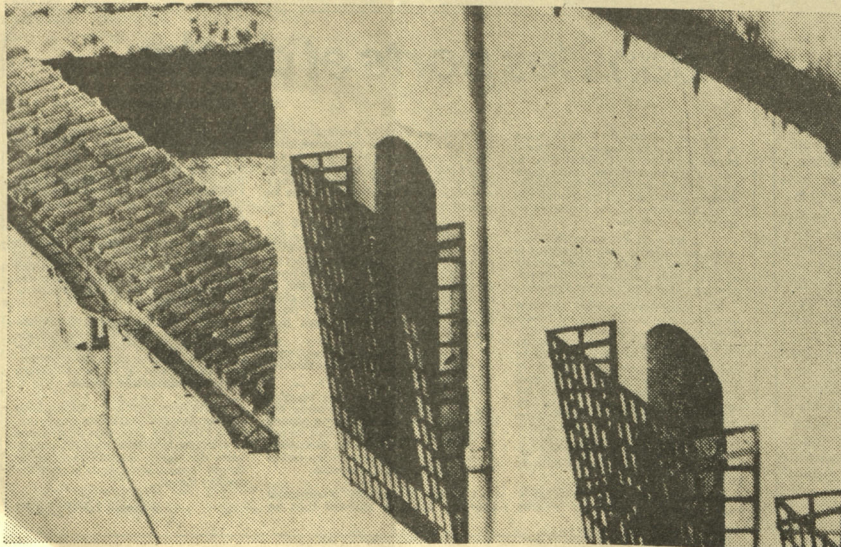
Sur l'air de la « traviata » démocratique on assassine, le sourire du satisfait se fige.

1968 sera l'année la plus sombre pour la vie politique et sociale du pays. La trame noire se resserre, le Chef des Services KIP, Kostas Plevis, vient de plus en plus souvent en Italie et, selon la technique de Pino Rauti, fondateur d'« Ordre nouveau », les fascistes opèrent d'opportunes infiltrations dans les groupes d'extrême-gauche. En quelques mois, on dénombre 120 attentats, contre des églises, casernes, tribunaux, que l'on veut à tout prix attribuer aux Anarchistes.

La politique d'infiltration fasciste n'épargne personne : des anarchistes du « cercle 22 mars », des associations de résistants, des groupes de « lotta continua », des marxistes-léninistes, des socialistes et des militants du PC se révèlent être manipulés.

En 68, commence la mystérieuse série de « suicides » ; c'est le cas du colonel des services secrets, Renzo Rocca, enterré sans autopsie. Avec lui, disparaissent des documents tout aussi secrets sur la « stratégie des tensions ». A Avola, au cours d'une manifestation, la police tire. A travers ce massacre, on entrevoit les menées d'une inquiétante organisation, les « Tuteurs de l'ordre ». A Bussola, le camarade Soriano Ceccanti, est grièvement blessé. A Viareggio, des fascistes créent les « comités de salut public ». C'est l'inauguration de la provocation de masse qui va ensanglanter l'Italie. Le rapt tragique du jeune Lavorini, où se trouvent mêlés de jeunes monarchistes, est le début d'une période de vols crapuleux, attaques de banques, et kidnappings. Les milieux bien-pensants de droite s'indignent et osent réclamer une dictature violente pour « contrecarrer la délinquance ».

La prison de Salerne



Les attentats se suivent à rythme accéléré. Il faut trouver des coupables. A l'extrême-droite, on accuse : les anarchistes... c'est gros.

Le 25 avril, des bombes explosent à la foire et à la gare de Milan : quatre anarchistes et deux militants du PCI, tombent dans le piège. Pour la première fois, on entend parler de l'éditeur Feltrinelli, qui pourrait apporter un précieux témoignage. Mais la C.I.A. et sa filière grecque, liées aux fascistes italiens, n'hésitent pas à employer les grands moyens. Feltrinelli comprend le danger, mais il en sait trop... On retrouvera son cadavre déchiqueté le 14 mars 72.

Encore des bombes ! Sur les trains cette fois, les 9 et 27 août. A Pise, des policiers sont compromis avec « Ordre nouveau » et des agents grecs. L'étudiant Cesare Pardini est assassiné. C'est la répétition du massacre de la place Fontana à Milan, qui fit 16 victimes le 12 décembre 1969.

En 1970, les fascistes se déchaînent. Entraînés dans des camps para-militaires, ils passent à l'offensive. Bastonnades, coups de couteau, coups de feu, deviennent monnaie courante. On se croirait en 1921. La complicité de certains secteurs de l'administration ne fait plus aucun doute et les bons politicards bedonnants, ne font plus sourire personne.

A Reggio de Calabre, c'est la révolte. La misère atavique de Reggio de Calabre et l'implantation séculaire de la puissante mafia, a toujours freiné l'émancipation des prolétaires. Pour la haute hiérarchie fasciste, il est aisé de détourner le mécontentement populaire. Pendant les journées d'émeute, les fascistes sèment la terreur dans les meilleures traditions mussoliniennes. Trois ouvriers sont massacrés par les « tuteurs de l'ordre ». Un policier meurt également sous leurs coups.

Le 22 juillet 1970 l'attentat fasciste de Gioia Tauro fait 6 morts et 139 blessés, dans le train des ouvriers du Sud qui rentraient chez eux.

A Catanzaro, d'autres bombes fascistes sèment dans la foule, la terreur et la mort.

En décembre 1970, on remarque d'étranges mouvements de troupes. L'amiral Gringhelli, chef des forces de la Nato en Méditerranée, se déclare prêt à intervenir pour « rétablir l'ordre ». On apprend que dans la nuit du 7 au 8, Junio Valerio Borghese a tenté un coup d'Etat.

L'indiscrétion de journalistes ayant fait échouer ce projet, le prince fasciste part en croisière en Espagne. Depuis il n'est plus guère inquiet et continue d'animer les milieux nostalgiques du duce.

Ces derniers temps, on a su que le commissaire Molino n'avait pas transmis des documents importants susceptibles d'éviter le massacre de la banque de l'agriculture. Il est, avec les commissaires Provenza, Allegra et le chef de police Catenacci, le quatrième haut fonctionnaire accusé de vol.

L'un des grands du MSI, Pino Rauti impliqué dans le massacre, est arrêté mais, bien que « suspect » il est relâché aussitôt.

Pinelli est mort..., la tentation monte..., trop de sang. La comédie est finie depuis longtemps. Derrière Pandorre, il y a l'ombre du duce.

Le 28 septembre 1970, cinq anarchistes trouvent la mort dans un « accident de la route ». Un étrange accident en vérité. Nos cinq camarades, témoins importants du procès Valpreda, rentraient à Rome avec les résultats de leur enquête concernant les bombes de Gidia Tauro. Ils avaient également réuni une importante documentation sur les activités fascistes dans les émeutes de Reggio de Calabre. A proximité de la villa de Valerio Borghese, ils heurtent de plein fouet un camion qui roulait tous feux éteints. On retrouvera 5 cadavres. Les documents et les photos ont disparu ainsi que l'argent qu'ils avaient sur eux. Le chauffeur qui causa leur mort, un fasciste de Salerne, ne sera pas inquiété. De cette histoire, il ne reste qu'un seul témoin, un camarade de Salerne, qui se trouvait depuis longtemps en contact avec les 5 libertaires assassinés : Giovanni Marini. Seul témoin pour combien de temps encore ? Durant les mois qui suivent, Marini devient l'objet de menaces de mort, coups de téléphone anonymes et provocations continues. Par deux fois, il est tabassé en rentrant chez lui, à tel point qu'il quitte Salerne quelques jours. A son retour, il envoie une lettre à la presse dénonçant les provocations dont il est victime. Cette escalade dans la violence se termine par l'agression du 7 juillet 72, au cours de laquelle Marini ne fait que se défendre.

le cas de marini

Rappelons brièvement les faits déjà relatés dans le ML n° 194 : « Le 7 juillet 72, à Salerne, les anarchistes Marini et Mastrogiovanni, après avoir été plusieurs fois provoqués, sont agressés par une bande de fascistes armés. Mastrogiovanni jeté à terre et poignardé à la jambe par les fascistes Alfinito et Falvella, est secouru par Giovanni Marini. Dans la rixe, Marini blesse mortellement Falvella, dirigeant local du MSI. La police arrête aussitôt les anarchistes et les fascistes qui ne se sont pas éloignés. Malgré de nombreux témoignages en faveur de nos camarades agressés, les émeules de Mussolini sont aussitôt relâchés ».

Le soir même de l'agression, Mastrogiovanni est conduit à l'hôpital où des fascistes armés viendront l'insulter et le bousculer sous les yeux des policiers distraits... Incarcéré, il ne sortira que huit mois plus tard.

Quant à Giovanni Marini, il est gardé pendant 3 jours sans assistance légale. Des pressions sont exercées sur ses avocats et il lui est interdit de correspondre avec ses amis et sa famille. Pendant le mois qu'il passe à la prison de Salerne, il participe en première ligne aux agitations des détenus, réclamant des conditions hygiéniques normales. A la suite de quoi, il est placé dans un autre bâtiment ; dans leurs revendications, les détenus demandent à avoir Marini avec eux.

Premier transfert, il est envoyé à Naples dans la prison où règne en maître absolu, le bourreau d'Albenga : Luciano Luberti, ex-caissier de « Front national » de Borghese.

En décembre, il se trouve dans la prison de Avellino où il organise la lutte des prisonniers. L'ordre de transfert arrive signé du sous-secrétaire au ministère de la justice.

De nouveau à Naples, il reçoit la bienvenue sous forme de passage à tabac. Il est ensuite mis au cachot.

Le 31 janvier 73, on l'envoie à Rome, trois jours plus tard, nouveau transfert.

Le voyage de Rome à Sulmona dure 4 jours dans des conditions médiévales. Marini privé de nourriture est ligoté comme s'il ne suffisait pas de l'éloigner de sa famille. On tente par tous les moyens de briser sa résistance et sa volonté qui le rendent incommode pour ses geôliers et apprécié de ses co-détenus.

Dix jours plus tard, il est transféré à Pescara puis Foggia puis Potenza.

Par ces rapides transferts, on veut isoler notre camarade. La poste est censurée ou consignée. Il en est de même pour l'argent que sa mère lui envoie.

Le 21 février à Matera, le détenu Camardo meurt « suicidé ». Marini qui s'intéresse à l'affaire se voit dans l'impossibilité de dénoncer ce meurtre. La prison de Matera appelée « lager nazi » mérite bien son nom...

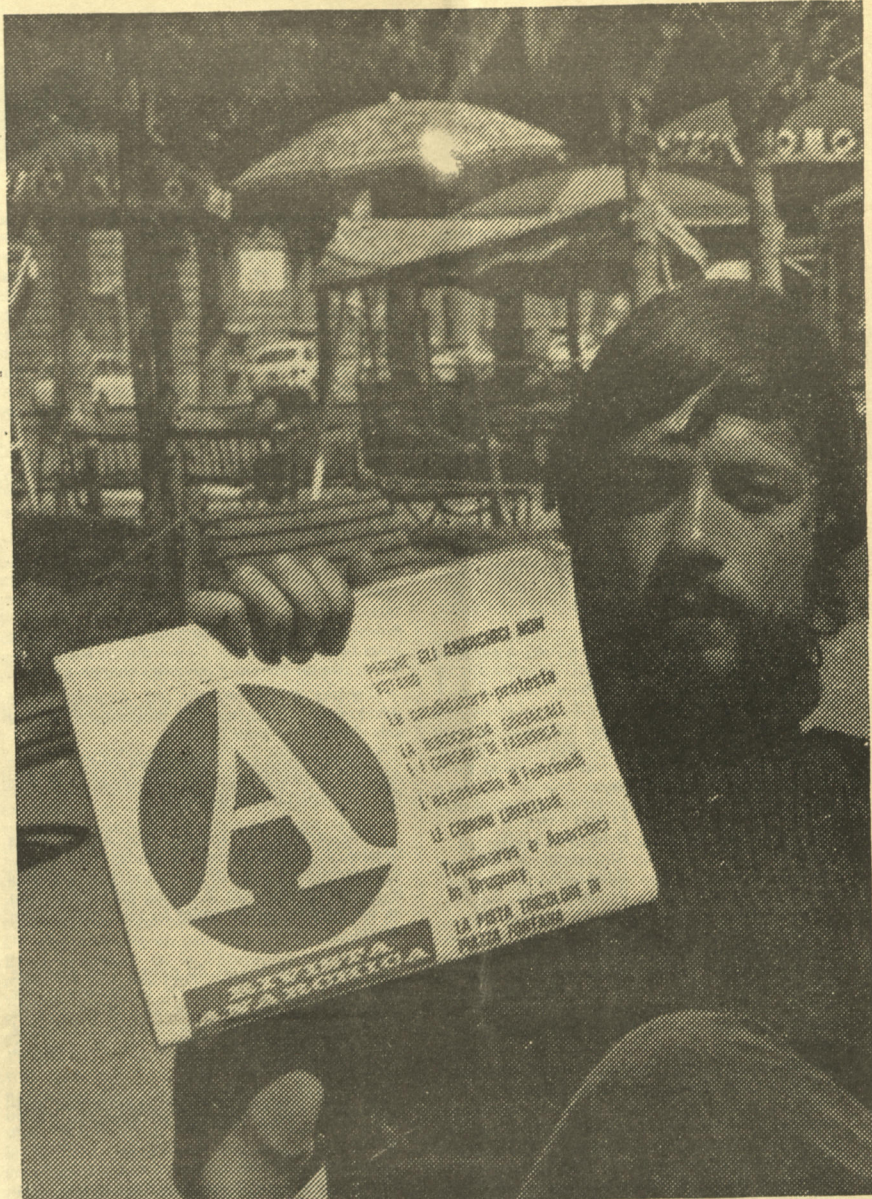
« ... Deux portes en fer empêchent l'air de circuler, elles ne s'ouvrent que pour vous envoyer au mitard... Les cachots humides et glacés sont creusés au sous-sol. A huit heures, on a un matelas que l'on place sur le sol mouillé en contact avec le trou fétide et ouvert qui sert d'urinoir. Les couvertures sales qu'on nous jette et avec lesquelles on risque d'attraper la tuberculose... A sept heures du matin, on nous retire matelas et couverture et il faut marcher, marcher... Rien pour s'asseoir... Pour manger, une seule gamelle qu'on ne peut jamais laver. Avec la diversité des restes mélangés à la soupe, on obtient des plats surprise. Ceux qui se révoltent sont tabassés et mis au lit de force. On ne peut ni fumer, ni lire, ni parler, ni écrire, seulement marcher... Dans ces cellules on tabasse ceux qui viennent d'être transférés et ce, au nom d'un règlement séculaire... ceux qui entrent doivent souffrir une quinzaine de jours au mitard sans avoir aucun droit. J'en ai fait dix-sept. Quand je suis arrivé on m'a frappé et menacé car je ne voulais pas me séparer de mes livres... Tous les jours, un brigadier venait me rappeler « qu'il existe pour les politiques révolutionnaires le lit de force, puis l'asile d'aliénés »... (d'après une lettre de Marini).

La loi précise qu'un détenu dans l'attente du jugement doit être à la disposition de la magistrature et ne peut être placé à plus de cent kilomètres du lieu de jugement. Pour l'anarchiste Marini, ces normes ne sont pas appliquées.

A Brindisi où il participe à la grève de la faim, on tente de le poignarder. En juillet, il arrive à Lagonero, les pieds et les mains en sang et participe à la révolte des détenus.

Le 8 août, notre camarade est transféré à Caltamissetta. Pendant un mois, on reste sans nouvelles. Début septembre, la mère de Giovanni entreprend le pénible voyage de Salerne à Caltamissetta où elle apprend que son fils se trouve au cachot : personne ne peut le voir. Après avoir longuement insisté, elle réussit à le rencontrer quelques instants ; elle retourne bouleversée : « Giovanni est méconnaissable, couvert d'ecchymoses et de blessures, les yeux tuméfiés, il est à demi aveugle, résultat d'un mois de mitard, isolé, sans air et sans lumière, psychologiquement défait, surtout à cause de l'impossibilité de communiquer avec sa famille et ses camarades... » Alertés, les camarades se rendent à Caltamissetta avec l'avocat Spazzali et un médecin. Dans la cellule « un couloir très étroit sans air ni lumière percé d'une meurtrière à 3 mètres du sol » ils ne peuvent que constater la précarité des conditions physiques de Marini. Une visite médicale est faite, l'avocat porte plainte contre le procureur de la république et le juge de paix de Salerne, et contre le procureur de la république de Caltamissetta. En octobre Marini est transféré à Salerne, puis Potenza... et de nouveau au secret.

Alors que le règlement ne permet pas de garder un détenu plus de 5 jours au cachot, Marini lui y est resté un mois et dans quelles conditions...



Giovanni Marini, avant l'agression du 7 juillet 1972

Les illégalités commises ne s'arrêtent pas là, elles figurent dans le document que nous avons établi et nous mettrons tout en œuvre pour les dénoncer. Il nous est difficile de croire qu'autant de violence et de haine à l'égard de notre camarade soit le fait de la bêtise des matons.

En tant qu'hommes et en tant qu'anarchistes nous nous élevons contre la tentative faite par l'Etat de se débarrasser d'un détenu trop logique avec ses idées. Oui, Marini n'est pas un prisonnier facile, dans ce pays où 75 % des détenus ne sont que prévenus et attendent jusqu'à deux ans leur jugement pour des délits mineurs, il ne faut pas s'étonner si la révolte gronde dans les prisons. Et quand des camarades emprisonnés se mêlent aux autres détenus et donnent à ces révoltes un contenu révolutionnaire, l'Etat s'affole et a recours à la répression... et au meurtre.

19 mois de détention, 14 transferts, malade, à demi aveugle, va-t-on aussi se débarrasser de Giovanni Marini comme de Pinelli défenestré au commissariat de Milan ?

Après toutes les persécutions subies par notre copain, nous exigeons qu'il parvienne en pleine possession de ses moyens au procès fixé le 20 février 1974.

... Et on ouvrira le dossier sur la violence.

Alors que les fascistes magnifiquement financés organisent de continuelles provocations, lorsqu'on connaît la politique de la C.I.A. qui maintient des points explosifs un peu partout dans le monde, l'existence d'un complot d'extrême-droite visant à instaurer la dictature en Italie apparaît de plus en plus clairement. Le Chili, la Grèce... alors de quel côté se trouve la violence ?

Marcello FANTINO

Nous ne permettons pas qu'un homme soit assassiné à petit feu dans le silence humide du cachot !

Les viles repréailles de l'Etat contre un ennemi politique doivent cesser.

La mobilisation de tous est indispensable.

Au nom de la Justice, au nom de la Liberté, Sauvons Giovanni Marini !

F.A. 3, rue Ternaux, Paris XI^e

le problème agricole

Il sera tout d'abord nécessaire de préciser un certain nombre de données indispensables pour situer le problème. Les deux questions qui se posent sont :

- Quelle est la situation de l'agriculture française ?
- Quelle est la situation du monde paysan ?

Après avoir dégagé la nature et l'ampleur du malaise paysan, après nous être attaché à l'attitude des pouvoirs publics, des politiciens de tout bord, nous essayerons d'entrevoir les perspectives qui s'offrent aux travailleurs des champs.

SITUATION DE L'AGRICULTURE EN FRANCE.

Voyons tout d'abord quel pourcentage de la population active représente la population agricole et quelle a été son évolution ces dernières années (1).

	1954	1962	1968
Salariés	8,9	5,7	3,7
Emploi total	26,6	19,9	15,0

(1) Source I.N.S.E.E.

Comparons avec d'autres pays :

En 1966 :	France : 16,6 %
	Belgique : 5,8 %
	Allemagne : 10,6 %
	Italie : 24,1 %
	Royaume-Uni : 3,1 %
	U.S.A. : 5,2 %

On remarque donc en premier lieu un très fort pourcentage de travailleurs agricoles pour la France. Pour l'année 1970 ces travailleurs, soit environ 2 800 000 personnes, se répartissent sensiblement (source ministère de l'Agriculture) comme suit :

1 600 000 chefs d'exploitation, 1 900 000 aides familiaux, 300 000 salariés permanents.

A combien s'élève le nombre d'exploitations agricoles ? 1 900 000 en 1963, 1 700 000 en 1967, leur nombre était de 1 500 000 en 1970, car il faut dire que toutes les trois minutes, un agriculteur français cesse ses activités agricoles.

Quelles sont les superficies exploitées par ces paysans ? Et surtout comment sont-elles réparties ? La superficie agricole d'environ trente millions d'hectares est loin d'être équitablement répartie. Si la moyenne nationale est de 19 ha par exploitation, en fait en 1970, 30 % d'exploitations avaient moins de 5 ha, 39 % de 5 à 20 ha, 24 % de 20 à 50 ha, 6 % de 50 à 100 ha et 1,7 % plus de 100 ha.

Si l'on perçoit déjà les inégalités existant dans le monde paysan, elles deviennent plus nettes encore au regard des revenus. Ainsi regardons quels sont les résultats bruts d'exploitation selon les régions. (Résultat brut d'exploitation = valeur de la production évaluée aux prix réels + subventions d'exploitation - ensemble des consommations intermédiaires nécessaires à cette production - les charges d'exploitation). Prenons les deux régions extrêmes : la Picardie et le Limousin.

Moyenne 1962-1967 (milliers de francs) (source ministère de l'Agriculture : INSEE).

	RBE par exploitation	RBE par actif non salarié
Picardie	36,2	21,4
Limousin	10,8	6,0

De quels types sont les exploitations de ces deux régions ? En Picardie, pour 31 400 exploitations, 73,4 % ont moins de 50 ha, 16,8 % de 50 à 100 ha et 9,8 % plus de 100 ha. Au Limousin, pour 45 700 exploitations, 93,4 % ont moins de 50 ha, 5,85 % de 50 à 100 ha et 0,83 % plus de 100 ha. On peut dire en gros que 15 % des agriculteurs français perçoivent à eux seuls environ la moitié du revenu agricole. On comprend dès lors que dans la rubrique Agriculture l'INSEE rassemble des catégories professionnelles n'ayant en fait rien de commun :

- Les gros exploitants agricoles (plus vraisemblablement exploitants agricoles) qui emploient un grand nombre de travailleurs salariés. Les entreprises sont des entreprises capitalistes et les employés sont des prolétaires agricoles.

- A l'opposé les exploitants familiaux qui, comme leur nom l'indique, s'exploitent eux-mêmes. Leur seul espoir est de tirer de l'exploitation.

• des ressources leur permettant de satisfaire leurs besoins essentiels, c'est-à-dire de survivre.

• leur revenu servant à payer les charges sociales.

- D'autres petits paysans qui, désireux de se développer, cherchent à se moderniser et pour cela s'endettent pour la vie.

- D'autres enfin qui, signant des contrats avec des entreprises capitalistes, se retrouvent le plus souvent prolétaires à domicile.

Pour arriver à survivre face aux charges fiscales, à l'endettement, la tendance trop souvent remarquée consiste à exploiter un peu plus le salarié agricole car le revenu du petit paysan ne lui permet pas de payer au taux officiel son salarié.

Exploitée, la femme du paysan l'est plus que toute autre. Elle s'occupe de la basse-cour, de l'élevage. Elle va travailler aux champs. Elle s'occupe de sa maison, de ses enfants. L'inégalité existe à tous les niveaux. Ainsi, attachons-nous à ce qui concerne la retraite.

Le chef d'exploitation ou d'entreprise agricole, s'il a cotisé pendant au moins cinq ans, reçoit :

- La retraite de base.

- la retraite complémentaire qui varie suivant :

• le nombre d'années de cotisations cadastrales payées

• l'importance de ces cotisations qui dépend de la dimension de l'exploitation.

L'aide familiale, s'il a exercé pendant au moins quinze ans, reçoit une allocation de vieillesse agricole d'un montant égal à la retraite de base du chef d'exploitation. Mais quel est donc le montant de cette retraite de base ? Il est égal au montant de l'allocation aux vieux travailleurs salariés qui s'élevait au 1er octobre 1970 à 1 750 F par an. Ce n'est pas le syndicalisme de la FNSEA qui changera quelque chose à ces inégalités. La femme qui joue un rôle syndical doit être « chef d'exploitation ».

Quelle est l'évolution des revenus agricoles ? Les comptes de la nation indiquent de 1962 à 1970 une baisse des prix agricoles (en francs constants) de 1,26 % par an. Dans le même temps, les revenus non agricoles ont augmenté de 5 % par an. Ainsi donc l'écart entre les revenus agricoles et non agricoles va en s'amplifiant et ce sont naturellement les très petits paysans qui en font les frais.

Quelle est donc face à cette dégradation de la vie des paysans, l'attitude du gouvernement ?

L'ATTITUDE DES POUVOIRS PUBLICS

Nous allons successivement voir quels sont dans le domaine agricole, la politique des structures et l'organisation économique.

- La politique des structures

Le centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA) a été créé par la loi de finances pour 1966. Il a pour objet de prendre en charge les interventions destinées à l'adaptation de la population active agricole dans le cadre de nouvelles structures. Tout d'abord l'indemnité viagère de départ (IVD) destinée aux vieux agriculteurs cessant leur activité et favorisant une restructuration foncière. L'IVD permettant d'améliorer un peu la « retraite » a accéléré le nombre des départs à la retraite d'agriculteurs. Le montant des sommes versées s'élève à environ 600 millions de francs par an et permet d'agrandir environ 80 000 exploitations par an. Par ailleurs pour faciliter la reconversion des exploitants, aides familiaux et salariés agricoles, des stages de formation professionnelle sont possibles. Mais si les exploitants perçoivent durant leur stage une indemnité (le SMIC) les aides familiaux peuvent suivre les stages de FPA mais n'ont droit à aucune indemnité.

Mise en place par la loi d'orientation agricole du 5 août 1960 les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) ont pour dessein de s'opposer à la spéculation et de ramener le prix des terres au niveau de la valeur productive. Ainsi de l'origine à 1971, 500 000 ha ont été acquis et 400 000 ha rétrocédés. En fait elles n'ont pas empêché l'achat de la terre par les étrangers à la profession agricole. Celui qui achète doit disposer des moyens financiers nécessaires et le plus souvent les paysans ne peuvent s'offrir le luxe de s'acheter la terre afin de la travailler. Ils iront travailler la terre achetée par exemple par un docteur...

- L'Organisation économique

• Les groupements de producteurs : Ils occupent une certaine importance sur le marché. Mais que sont ces groupements ? Là encore se retrouvent côte à côte petits exploitants et gros exploitants. Les coopératives sont très souvent contrôlées par les gros agriculteurs et dirigées par des notables. Elles sont en concurrence avec des firmes capitalistes.

• Les interventions sur le marché : Si elles sont très importantes, il faut voir clairement quels en sont les bénéficiaires. Ainsi par exemple 15 % des producteurs fournissant 70 % de la récolte de blé perçoivent donc 70 % des dépenses de soutien ! Certes les concours budgétaires de l'Etat à l'Agriculture représentent une forte somme et les informations gouvernementales rappellent très souvent que chaque agriculteur français coûte 10 000 F par an. Les petits paysans dont le revenu n'atteint pas 2 000 F par an en sont les premiers surpris. En fait dans le budget de l'agriculture vont se greffer toutes sortes de dépenses telles que la construction de chemins, d'adductions d'eau en zone rurale, le syndicat d'électrification rurale, l'Office national des forêts, les parcs naturels, les écoles d'agriculture...

• La politique en matière d'élevage : Ceux qui décident le plus souvent, ceux qui dirigent sont des technocrates. Il n'ont pas de fumier à leur souliers, mais sont capables des décisions les plus extraordinaires. Ainsi puisque à une certaine époque, il y avait trop de lait ont-ils décidé qu'il fallait réduire le nombre de vaches laitières. Et ainsi on a accordé des primes pour abattre les vaches (1 100 F par vache pour un nombre inférieur à 10). Or il se trouve que les vaches laitières étaient également (eh oui !) les mères des veaux ! Aussi le déficit de viande s'est trouvé accentué. Et aujourd'hui on parle de primes pour la production de viande.

LES PLANS AGRICOLES

Le plan Mansholt, constatant l'accumulation des excédents, proposait de rendre l'agriculture plus rationnelle. Pour cela il fallait prendre des mesures d'encouragement aux gros exploitants et permettre aux petits de quitter la terre. C'est ce qui explique que les gros producteurs sont toujours les bénéficiaires des aides de l'Etat autant en ce qui concerne le soutien des prix qu'en ce qui concerne les subventions pour la réforme des structures, car seuls les gros exploitants peuvent posséder un certain auto-financement. Aujourd'hui on s'aperçoit qu'après avoir eu trop de tout, on va bientôt ne pas avoir assez (pas assez de viande et, pourquoi pas, pas assez de céréales). Les fameux stocks ont en effet considérablement diminué. Par ailleurs les experts se demandent soudain ce que pourront faire tous ces paysans quittant la campagne. Devront-ils accroître l'armée des chômeurs ? On s'aperçoit que si l'on veut effectivement les aider à changer de métier, cela revient plus cher que de leur permettre de vivre. Aussi actuellement, la position du gouvernement serait d'aider l'exploitation familiale, mieux de la sauvegarder ! (j'en vois qui sourient). Quel est donc l'avenir de l'exploitation familiale ?

LE PROBLEME DE L'EXPLOITATION FAMILIALE

Doit-on la défendre ? Peut-on la défendre ? Comme nous l'avons vu, la situation de ces petits paysans s'apparente à celle des prolétaires. Avec des revenus d'une stabilité remarquable, comparés à la hausse du coût de leur vie, ils sont de plus en plus écrasés et sont contraints de quitter leur exploitation lorsqu'ils sont jeunes ou de survivre tant bien que mal, et plutôt mal que bien, jusqu'à la « retraite » lorsqu'ils ont un certain âge. Beaucoup sont restés paysans par souci d'indépendance et de liberté ou plutôt pour ce qu'ils croyaient être la liberté (liberté de travailler jusqu'à 16 h par jour en période de pointe). D'autres ont préféré fuir très tôt quitte souvent à changer de camp en prenant un des métiers qui s'offraient à eux : celui de flic !

Le combat des petits paysans doit et ne peut être qu'un combat anticapitaliste. Mais il ne s'agit pas de défendre un système renforçant les tendances individualistes et petites bourgeoises de la paysannerie, mais plutôt d'inciter à la mise en commun de matériels, à la formation de véritables groupements de producteurs. Quel est le point de vue des politiciens ou plutôt des démagogues ? Dans le même temps que les technocrates mettent sur pied des plans visant à décourager l'exploitation familiale, que les firmes capitalistes cherchent à les intégrer dans leur système comme nouveaux prolétaires, les ténors du gouvernement pleurent sur les valeurs incomparables de l'exploitation familiale. Tout cela bien sûr à la veille des élections nationales

car, comme on l'a vu, les paysans sont nombreux et leurs voix comptent, ou plutôt on compte sur leurs voix. La petite propriété paysanne n'est défendable, semble-t-il, que d'un point de vue écologique. Dans certaines régions montagneuses, les champs sont de petites dimensions et garderont toujours ces dimensions, il ne saurait être question de remembrement. Les petits paysans évitent que la nature devienne un maquis, maintiennent les chemins praticables, contribuent donc à l'entretien de tout un environnement. De plus, il est vrai que les petits paysans peuvent offrir des produits de qualité, en élevage notamment, ce que ne permettent pas les usines à viande.

Ainsi qu'on l'a vu, les technocrates font des plans, les directions des coopératives sont le plus souvent entre les mains des bourgeois, les organismes tels la SAFER ne sont pas dirigés par des paysans élus. Ce sont d'autres gens que les travailleurs de la terre eux-mêmes qui décident de leur sort. Mais quel rôle joue le syndicalisme agricole ?

ROLE DES SYNDICATS

Corporatistes, les syndicats actuels regroupent en leur sein les chefs d'exploitation, c'est-à-dire cultivateurs exploités et agriculteurs exploités et non pas, bien sûr, petits paysans et salariés agricoles. Comme le disait très justement le *Canard enchaîné* dans un article du 26/12/73 : « La FNSEA de Debatisse et le CNJA de Lauza apparaissent parfois, dans les campagnes, comme les *missi dominici* de Chirac ou les courroies de transmission du gouvernement ». De plus, rapporte un peu plus loin le *Canard*, le Bruel, président de la Fédération bovine, qui exige « l'arrêt des importations scandaleuses de viandes d'Argentine » est le même Bruel qui « préside la Société centrale des viandes, laquelle aura introduit sur le marché français cette année 15 000 tonnes de viande sud-américaine ». On voit bien que ce ne sont pas les organisations professionnelles telles la FNSEA ou la fédération bovine qui risquent de défendre les petits paysans, les travailleurs agricoles. Par ailleurs, existe le MODEF (Mouvement Organisant la Défense de l'Exploitation Familiale) où se trouvent en particulier les militants paysans du PCF. Dans le cadre de l'Union populaire, lui aussi compte sur les voix des paysans.

Ainsi pouvait-on lire dans une brochure du PCF de 1968 : « Avec les travailleurs des campagnes » ceci :

« Certes, dans le cadre d'un régime démocratique, on ne peut pas donner au plan les mêmes objectifs que l'on assigne à celui-ci dans un régime socialiste, où la terre et les grands moyens de production et d'échange sont propriété du peuple, et où le pouvoir politique est détenu par la classe ouvrière en alliance avec les classes moyennes des villes et des campagnes ». Que peut-on donc faire dans le cadre d'un régime démocratique ? « Si dans le régime démocratique que nous proposons, nous n'envisageons pas de mettre en cause la propriété privée des agriculteurs capitalistes, nous pensons par contre qu'il est nécessaire de bloquer au niveau actuel la dimension de leur exploitation ». De même, il ne saurait être question de toucher à la société Interagra du communiste Doumeng ! Il est par ailleurs question dans cette brochure de lutter contre les accapareurs, d'agrandir les exploitations agricoles trop petites, tout cela sans toucher à la propriété privée des capitalistes terriens car il faut être réalistes !

Se séparant des positions réformistes des syndicats agricoles, Bernard Lambert, membre de la direction nationale du PSU, anime le mouvement des travailleurs paysans. Son livre « Les Paysans dans la lutte des classes » a le mérite rare dans le domaine de la littérature paysanne, de ne pas être démagogue et de proposer des luttes sur des bases claires. Lambert écrit notamment : « Puisque le mode de production capitaliste débouche sur notre prolétariat, c'est en tant que prolétaires que nous devons situer notre combat contre ce système... « Le pouvoir bourgeois est un. C'est la nature même du système politique et social qu'il faut détruire pour le remplacer par le pouvoir des travailleurs à tous les niveaux... « Nous voulons un socialisme reposant non pas sur des nationalisations menant au capitalisme d'Etat, mais sur une prise en charge collective par les travailleurs eux-mêmes, des moyens de production ». Mais, ajoute-t-il : « Des individus ou des petits groupes n'appartenant pas au prolétariat peuvent participer à ce combat, mais il ne doit y avoir aucune équivoque du genre : lutte de tous les démocrates contre les monopoles ; il s'agit d'un combat mené par et pour les travailleurs, les prolétaires ». Et plus loin : « Il ne s'agit pas, pour les paysans comme pour les ouvriers, de bloquer l'expression de la contestation, de faire jouer au syndicalisme un rôle gestionnaire qui n'est pas le sien aussi bien présentement que dans le système socialiste ».

Et pourquoi pas ? La charte d'Amiens parlant du syndicalisme déclarait : « Il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste, il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat aujourd'hui groupe de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale ».

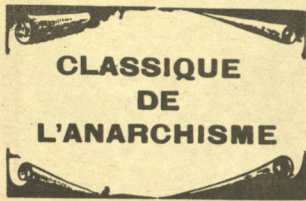
Les travailleurs paysans ne s'émanciperont que par eux-mêmes. Tout comme les ouvriers, ils n'ont pas besoin d'assistants techniques, de petits groupes ou autres partis. Il n'existe qu'un organisme de classe, le syndicat. Or, les paysans ont encore à le construire. En effet, il ne s'agit pas de mêler loups et agneaux comme c'est le cas actuellement dans les organisations corporatistes. Il doit être l'organisation où se retrouvent petits paysans et salariés agricoles, c'est-à-dire ceux qui travaillent la terre eux-mêmes. Les coopératives de production agricole et les divers organismes de gestion doivent être contrôlés par les travailleurs et non par des notables ou autres bureaucrates et le syndicat des travailleurs serait tout désigné pour remplir une telle fonction.

Cette étude n'a résolu aucun problème et ce n'est pas une étude de ce genre qui les résoudra. Comme je l'ai dit plus haut, ce sont les travailleurs agricoles seuls et par eux-mêmes qui pourront résoudre leurs problèmes.

ERIC

Bibliographie

- *Statistiques et Indicateurs des régions françaises*, supplément au n° 505, 1^{er} avril 1973. Chambre d'Agriculture.
- Brochure de la Mutualité Sociale Agricole, « *Votre caisse et vous* ».
- *L'Avenir de l'agriculture française*, par Pierre Le Roy.
- *Les paysans dans la lutte des classes*, par Bernard Lambert.
- *Avec les travailleurs des campagnes*, PCF.
- *Situation de l'agriculture*, par Michel Bonin, LA RUE n° 6.
- L'Assiette au canard. Supplément du *Canard enchaîné* du 28/11/73.
- « Le Canard enchaîné » du 26/12/73, article « *Suivez les tricheurs* »



bakounine... et les paysans

Extraits de « Lettres à un Français sur la crise actuelle », 1870

Sachez le bien, le paysan a en haine tous les gouvernements. Il les supporte par prudence ; il leur paie régulièrement les impôts et souffre qu'ils lui prennent ses fils pour en faire des soldats, parce qu'il ne voit pas comment il pourrait faire autrement, et il ne prête la main à aucun changement, parce qu'il se dit que tous les gouvernements se valent et que le gouvernement nouveau, quelque nom qu'il se donne, ne sera pas meilleur que l'ancien, et parce qu'il veut éviter les risques et les frais d'un changement inutile.

Enfin, travailleurs eux-mêmes, ils ne sont séparés des travailleurs des villes que par des préjugés, non par des intérêts. Un grand mouvement réellement socialiste et révolutionnaire pourra les étonner d'abord, mais leur instinct et leur bon sens naturel leur feront comprendre bientôt qu'il ne s'agit pas du tout de les spolier, mais de faire triompher et d'établir partout et pour tous le droit sacré du travail sur les ruines de toutes les fainéantises privilégiées du monde. Et lorsque les ouvriers, abandonnant le langage prétentieux et scolastique d'un socialisme doctrinaire, inspirés eux-mêmes par la passion révolutionnaire, viendront leur dire simplement, sans détours et sans phrases, ce qu'ils veulent ; lorsqu'ils arriveront dans les campagnes non en précepteurs et en maîtres, mais comme des frères, des égaux, provoquant la révolution,

mais ne l'imposant pas aux travailleurs de la terre ; lorsqu'ils mettront le feu à tout le papier timbré, procès, titres de propriété et de rentes, dettes privilégiées, hypothèques, lois criminelles et civiles ; lorsqu'ils allumeront des feux de joie de toute cette papperasse immense, signe et consécration officielle de l'esclavage et de la misère du prolétariat, — alors, soyez-en bien certains, le paysan les comprendra et se lèvera avec eux. Mais pour que les paysans se lèvent, il faut absolument que l'initiative du mouvement révolutionnaire soit prise par les ouvriers des villes, parce que ces ouvriers seuls joignent aujourd'hui, à l'instinct, la conscience éclairée, l'idée et la volonté réfléchie de la révolution sociale.

Ils marcheront avec eux aussitôt qu'ils seront convaincus que les ouvriers des villes ne prétendent pas leur imposer leur volonté, ni un ordre politique et social quelconque, inventé par les villes, pour la plus grande félicité des campagnes, aussitôt qu'ils auront acquis l'assurance que les ouvriers n'ont aucunement l'intention de leur prendre leurs terres.

Eh bien, il est de toute nécessité aujourd'hui que les ouvriers renoncent réellement à cette prétention et à cette intention, et qu'ils y renoncent de manière à ce que les paysans le sachent et en demeurent tout à fait convaincus.

Je n'ai jamais cru que même dans des circonstances les plus

favorables, les ouvriers pussent jamais avoir la puissance de leur imposer la communauté ou bien la collectivité ; et je ne l'ai jamais désiré, — parce que j'abhorre tout système imposé, parce que j'aime sincèrement et passionnément la liberté. Cette fausse idée et cette espérance liberticide constituant l'aberration fondamentale du communisme autoritaire, qui parce qu'il a besoin de la violence régulièrement organisée, a besoin de l'Etat, et qui parce qu'il a besoin de l'Etat, aboutit nécessairement à la reconstitution du principe de l'autorité et d'une classe privilégiée de l'Etat. On ne peut imposer la collectivité qu'à des esclaves — et alors la collectivité devient la négation même de l'humanité. Chez un peuple libre, la collectivité ne pourra se produire que par la force des choses, non par l'imposition d'en haut, mais par le mouvement spontané d'en bas, librement et nécessairement à la fois, alors que les conditions de l'individualisme privilégié : la politique de l'Etat, les codes criminel et civil, la famille juridique, et le droit d'héritage, balayés par la révolution, auront disparu.

Il faudrait être fou, ai-je dit, pour tenter d'imposer aux paysans, dans les circonstances actuelles, quoi que ce soit ; ce serait en faire des ennemis de la révolution à coup sûr ; ce serait ruiner la révolution.

De quel droit les ouvriers imposeraient-ils aux paysans une

forme de gouvernement ou d'organisation économique quelconque ? Du droit de la révolution, dit-on. Mais la révolution n'est plus la révolution lorsqu'elle agit en despote et lorsque, au lieu de provoquer la liberté dans les masses, elle provoque la réaction dans leur sein.

Que s'ensuit-il ? Ne pouvant imposer la révolution dans les campagnes, il faut l'y produire, en provoquant le mouvement révolutionnaire des paysans eux-mêmes, en les poussant à détruire de leurs propres mains l'ordre public, toutes les institutions politiques et civiles et à constituer, à organiser dans les campagnes l'anarchie.

Mais en les faisant partager entre eux les terres qu'ils auront arrachées aux propriétaires bourgeois, n'établir-on pas sur un fondement plus solide et nouveau la propriété individuelle ? Pas du tout, car la consécration juridique et politique de l'Etat lui manquera, — l'Etat et toute la constitution juridique, la défense de la propriété par l'Etat, le droit de famille et le droit d'héritage y compris, devant nécessairement disparaître dans l'immense tourbillon de l'anarchie révolutionnaire. Il n'y aura plus de droits ni politiques ni juridiques — il n'y aura que des faits révolutionnaires.

Mais ce sera la guerre civile, direz-vous ? ...

Oui, ce sera la guerre civile.

Mais pourquoi stigmatisez-vous, pourquoi craignez-vous tant la guerre civile ?

La guerre civile ouvrira largement les campagnes à votre propagande socialiste et révolutionnaire. Vous aurez, je le répète encore, vous aurez, ce que vous n'avez pas encore, dans les campagnes un parti, et vous pourrez y organiser largement le vrai socialisme, la collectivité inspirée, animée par la plus complète liberté.....

Enfin, je ne dis pas, que les campagnes qui se réorganiseront ainsi, de bas en haut, librement, créeront dès le premier coup une organisation idéale, conforme dans tous les points à celle que nous imaginons, que nous rêvons. Ce dont je suis convaincu, c'est que ce sera une organisation vivante, mille fois supérieure et plus juste à celle qui existe présentement, et qui d'ailleurs, ouverte à la propagande active des villes d'un côté, et de l'autre, ne pouvant jamais être fixée, ni pour ainsi dire pétrifiée par la protection de l'Etat ni par celle de la loi — puisqu'il n'y aura plus ni loi ni Etat — pourra progresser librement, se développer et se perfectionner d'une manière indéfinie, mais toujours vivante et libre, jamais décréitée, ni légalisée, jusqu'à arriver enfin à un point aussi raisonnable, qu'on peut le désirer et l'espérer de nos jours.

le franquisme récolte les fruits de la violence qu'il a semée !

APPEL A LA SOLIDARITE

Au moment où nous rédigeons cet appel, la police franquiste n'a pas réussi à arrêter ceux qui, assumant la représentation de toute la résistance espagnole, ont fait justice en la personne de Carrero Blanco. Ils ont exécuté, non seulement le responsable de la répression déchaînée contre les opposants basques, mais aux yeux du peuple espagnol, le régime franquiste dans sa totalité.

La police, dans sa rage, sans aucune distinction, multiplie les détentions dans toute l'Espagne, tant des militants basques de l'opposition, que de ceux des autres forces ouvrières et politiques. La terreur s'est installée au cœur même d'un système, qui se croyait invulnérable. La police franquiste a subi un échec cuisant. Et aujourd'hui il n'y a pas un seul d'entre les privilégiés du régime qui ne tremble pour sa vie. Et avec la même intensité, le peuple est envahi d'une joie qu'il contient avec peine ; joie de s'être rendu compte qu'on pouvait attaquer et que l'on attaquerait la puissance apparente du système.

Nous, hommes de la C.N.T. et du Mouvement Libertaire, qui n'avons économisé ni les efforts ni les vies dans notre lutte (personne n'a perdu autant de militants dans le combat contre le franquisme, depuis la fin de la guerre civile jusqu'à nos jours) nous saluons avec émotion et sympathie ceux qui se sont faits les interprètes de la conscience d'un peuple. Nous ne sommes pas partisans de la violence pour la violence, de la terreur gratuite, comme celle qui a semé de cadavres l'aéroport de Rome. Cependant nous considérons que, face à un système qui s'est placé hors des lois humaines par ses procédés, ses méthodes, ses crimes, la violence non seulement est justifiée, mais nécessaire. Grâce à elle la justice s'accomplit parfois et permet de redonner sa dignité à la condition d'un peuple.

Le geste héroïque de ceux qui ont supprimé la seconde tête du franquisme, marquera profondément, non seulement la politique future du régime, mais aussi le climat social espagnol. Un jeune bonheur a envahi tous les cœurs, à l'annonce de l'exécution. Il a germé sur le terrain d'une nou-

velle conviction : ON PEUT COMBATTRE LE FRANQUISME AVEC SES PROPRES ARMES.

La répression est cruelle ; les détenus de Madrid ont été condamnés à de dures peines et des condamnations encore plus sévères sont à prévoir à l'issue des procès en instance à Barcelone. Si les auteurs de l'exécution de Carrero Blanco sont localisés et si le franquisme les appréhende ils seront impitoyablement condamnés. Mais une chose est certaine, et fermement acquise, pour le peuple espagnol et les forces vives qui animent l'opposition et la résistance : c'est qu'une période nouvelle s'ouvre. Toutes les actions pourront prendre le caractère d'un combat efficace contre la dictature.

Pour la jeunesse qui agit et se bat de son mieux dans les champs, les usines, les ateliers, les collèges et les universités ; pour les ouvriers qui endurent une exploitation capitaliste sans limite (aucune Organisation ne vient défendre leurs droits, les organisations clandestines impitoyablement poursuivies, ne pouvant intervenir qu'avec d'énormes difficultés), pour

ceux qui espèrent, voici déjà plus de 34 ans, qu'une leur d'espérance apparaisse par delà les nuées sombres de la réaction espagnole, l'exécution de Carrero Blanco marque une date dans l'Histoire de notre peuple, digne d'un sort meilleur.

Franco, vieux et diminué, s'est vu contraint à de nombreuses manœuvres pour chercher et trouver le remplaçant de son homme de confiance, de son « alter ego » Carrero Blanco. La désignation de Arias Navarro n'aura qu'un effet : accroître les luttes intestines, au sein même de la phalange, de l'Armée, des hiérarchies du « Movimiento », de l'Eglise, de l'OPUS DEI, lui-même, en dépit de son apparente homogénéité. Le détonateur qui a fait exploser la bombe contre Carrero Blanco démantèlera tout un système.

La Confédération Nationale du Travail n'économisera pas ses efforts pour aider les emprisonnés et persécutés, pour prendre part au combat de ceux qui luttent contre le fascisme en Espagne.

Quels que soient les hommes

qui ont osé se faire les exécutés d'une justice immanente, nous saluons leur geste. Nous le considérons comme juste. Et nous assurons ces combattants de notre solidarité.

Nous nous adressons aux organisations libertaires du monde entier, à tous les antifascistes sincères, à tous les ennemis des dictatures, en espérant qu'ils se dresseront, qu'ils protesteront, afin d'exiger que la répression amorcée en Espagne prenne fin. Il faut que l'on respecte la liberté et la vie des ouvriers, des intellectuels, des étudiants. Par amour de la liberté et de la dignité de l'Homme, ils affrontent le système franquiste. Ce système est le résidu du nazi-fascisme et la tête de pont de toutes les entreprises liberticides qui se développent et qui finiront par nous anéantir, si les travailleurs, si les peuples en général, ne s'opposent pas à lui.

Aidons les victimes de la répression franquiste !

A bas les bourreaux, dont les mains maculées de sang contiennent d'opprimer notre peuple !

Le Secrétariat Intercontinental de la C.N.T. d'Espagne en Exil

informations internationales

ALLEMAGNE DE L'OUEST

L'expansion économique. La publication des bilans de 1972 est maintenant terminée. La revue française « Documents » reproduit à ce sujet un article paru dans la revue « Finanz und Wirtschaft » de Zurich. 1972 n'a pas été une année brillante et les dividendes n'accusent pas de progression.

Depuis 1960, dans la sidérurgie, la production a doublé, la productivité a augmenté... et les dividendes distribués ont diminué de 25 %.

La conjoncture mondiale n'a pas permis aux grandes entreprises de répercuter la hausse des coûts sur les prix. Même des firmes comme Thysser, Hoesch et Krupp n'ont pas réussi à couvrir en 1972 leurs amortissements.

Bilans péniblement équilibrés ou déficitaires dans le papier, le caoutchouc et l'aluminium. Dans ce dernier secteur, la Preussag a fait savoir que les actionnaires n'ont rien à espérer et qu'il y aura déficit en 1973, et la V.A.W. n'a pas distribué de dividendes (en 1971, seulement 5 %). Situation analogue dans la chimie et les constructions mécaniques. Les bilans 1972 sont une sonnerie d'alarme pour l'économie allemande ; or les bilans 1973 seront de même ordre et l'année 1974 commence mal, c'est le moins qu'on puisse dire !

Considérant l'impossibilité d'arriver dans le pays même à des taux d'expansion élevés (surtout dans l'automobile), beaucoup d'entreprises envisagent de transférer la production dans les pays où elle sera vendue. En utilisant la main-d'œuvre autochtone on fait des bénéfices sur les salaires dans les pays sous-développés. Mais certaines firmes (Volkswagen, le groupe Bosch) étudient la possibilité d'installer des usines aux Etats-Unis. Ceci rendrait inutile l'emploi toujours croissant d'ouvriers étrangers en Allemagne.

La réduction des dividendes, la diminution du capital propre, ne doivent masquer l'élévation du chiffre d'affaire en 1972 et le fait de la productivité a augmenté sans que la main-d'œuvre se soit accrue. On a donc tiré de l'ouvrier un peu plus de plus-value et les augmentations de salaires - tant incriminées - ne sont qu'un remboursement dérisoire. Mais les prix montent, le pouvoir d'achat s'amenuise et le problème des salaires se pose avec une acuité toujours plus grave. Que vont faire les ouvriers ? Les syndicats de la D.G.B. rompent-ils avec leur politique de passivité et de collaboration. Faudra-t-il des vagues de grèves sauvages pour arracher au patronat et à l'Etat des rémunérations décentes ?

Liberté pour les prisonniers !

Le Secours Rouge Croix Noire de Wezlar et le Secours Rouge de Marburg viennent d'éditer un cahier de 50 pages qui est un document unique et bouleversant. Il est l'œuvre d'un prisonnier politique Lutz Buhr qui relate sa vie depuis son arrestation le 2 décembre 1972 : les brutalités policières, le régime des prisons, les punitions, les brigades, toute une vie où la dignité humaine est foulée aux pieds et où triomphent la sauvagerie imbécile et le bon plaisir des défenseurs de l'ordre. Comme pièces à l'appui : les réclamations de Lutz, celles de son avocat, les réponses des directeurs de prison et des juges. C'est la lutte inégale, pied à pied, d'un prisonnier qui ne plie pas, ne s'abaisse pas et lutte quand même contre l'autorité qui l'écrase. L'ensemble de ces textes constitue un réquisitoire contre la justice et le régime pénitentiaire, d'autant plus accablant qu'il ne s'agit pas là de littérature, mais de faits précis et du témoignage d'un prisonnier entre tant d'autres.

HOLLANDE

La crise pétrolière : de la kermesse à la manipulation.

La soi-disant pénurie de pétrole a commencé comme une fête. L'interdiction de rouler le dimanche depuis le 4 novembre devient un événement folklorique. Le beau temps incitait au foot ball, au patinage à roulettes et à tous autres moyens de conquête des autoroutes par la jeunesse. A Amsterdam on assiste à des combats de piétons et de flics dans les passages pour autos sous l'Y. Les promenades à bicyclette, à cheval ou en carriole étaient l'expression d'un physiocratie attardé : la Hollande était heureuse, Allah lui ayant donné tous les dimanches, soleil et température clémente ! - la redécouverte de cette poésie -, au point que 25 % des Hollandais voudraient désormais que cette interdiction de rouler le dimanche soit maintenue, fit oublier un peu les premières amertumes provoquées par le boycott arabe contre les U.S.A. et la Hollande. L'accusation de pro-Israélisme portée contre le peuple hollandais était fondée et ni le gouvernement social-démocrate, ni l'opposition de droite ne pouvaient nier que l'opinion publique avait, à tort et à travers, soutenu Israël. Depuis 1948, reconnaît le droit des Palestiniens ou réagit contre un sionisme rigide (surtout depuis l'échec des kibboutzim et leur soumission aux contrats industriels) signifiait pour cette opinion adopter à l'égard des juifs la solution naziste. Malgré quelques nuances depuis l'occupation de pays arabes et les actes de revanche israéliens contre les citoyens des pays

voisins, pour la plupart des commentateurs de presse ce petit pays était l'exemple de l'Etat fort et agressif qu'on pouvait, depuis Hitler, impunément admirer : n'avait-il pas le droit pour lui, étant constitué par les victimes mêmes des peuples « supérieurs » ?

L'idéologie étatiste provient d'un manque de confiance dans l'autogestion totale qui a persisté depuis l'occupation et l'extermination par « manipulation » des éléments communistes et anarchistes de la résistance en 1945. On croit que la Hollande a été rebâtie par un gouvernement social-démocrate après les dévastations de la guerre et ce mythe reprend vie sous la pression de la crise pétrolière. L'opposition de droite a beau proclamer que cette crise résulte de la présentation de l'attitude hollandaise par le gouvernement, elle a beau réclamer la distribution d'essence plutôt que l'interdiction de rouler le dimanche - ou, si la distribution a lieu, de réclamer l'inverse ! elle apparaît de plus en plus comme un groupe opportuniste perdu dans ses contradictions. Quant au gouvernement, il sort fortifié par la loi des pleins pouvoirs acceptée par la chambre et qui lui permet de régler salaires et prix : il part prendre des mesures, le parlement ne peut que s'y opposer après, mais non les prévenir. Les prix montent pour suivre le marché international et les salaires sont bloqués. Le gouvernement n'a pris des mesures pour la distribution d'essence aux voitures qu'afin de conserver des réserves pour les industries pétrochimiques de la Royal Dutch et des holdings américains à Rotterdam, Zélande et Limbourg, qui étaient les plus menacées par le boycott.

Contre ces mesures en faveur des plus grandes entreprises, les unions patronales des autres industries (voitures DAF, grands magasins) ont protesté ! D'où un renforcement de l'opposition de droite qui a abouti à un gouvernement de la distribution pour cinq jours et à un élargissement des rations. Diverses branches contestent donc le pouvoir d'Etat avec exécutif renforcé, mais c'est pour en faire usage si la pénurie (réelle ou artificielle) les menace eux-mêmes ou leurs concurrents : si elles sont gagnantes, ce sera le tour des mesures anti-inflationnistes à la manière de Ted Heath en Angleterre.

Actuellement le régime social-démocrate, soutenu par les syndicats, garantit l'ordre par la « manipulation ». Les syndicats avec les patrons préchent l'abaissement du niveau de vie, mais en le parant d'une auréole d'héroïsme qui donne un air de sacrifice à la croisade contre les arabes. Et depuis, nous avons nos propres gisements de gaz naturel ! On survivra... Mais cette attitude de « résistance »

fait oublier aux ouvriers la défense de leurs droits. Il est vrai que les monopoles, en coopération avec les cheikhs arabes sont encore si loin...

Jan BERVOETS

Note du secrétariat aux R.I. Comme on l'a appris récemment, l'interdiction de rouler le dimanche a été levée et on a procédé à un rationnement de la distribution d'essence.

SUISSE

Zurich. Le groupe de Zurich a repris ses activités. Le no 5 des « Cahiers Libertaires » doit paraître incessamment. Et, dans le courant de décembre, le groupe a organisé une séance de cinéma avec la projection du film italien sur l'assassinat de Pinelli : c'est dans un important immeuble, inoccupé depuis deux ans et « occupé » par les jeunes, que s'est déroulée la séance. Succès encourageant et vente de livres et de brochures. Beaucoup de jeunes sont intéressés par l'anarchisme, non seulement en tant que théorie, mais aussi comme mode de vie.

VENEZUELA

Le Venezuela d'une superficie double de celle de la France, est peuplé de 10 millions d'habitants (20 % de blancs, 65 % de métis et mulâtres, 10 % de noirs et 5 % d'indiens). Le pétrole représente 92 % des exportations du Venezuela et les U.S.A. sont leur principal acheteur. En décembre, viennent d'avoir lieu les élections présidentielles qui ont vu le succès de Carlos Perez contre le candidat chrétien-social.

L'action démocratique dont le chef est Carlos Perez, était ses début un parti de gauche qui avait même une aile « marxiste ». Des discussions internes dans l'A.D. amèneront le départ de ces derniers éléments qui constitueront un parti socialiste de gauche (3 % des voix).

C'est alors que l'A.D. vit se joindre à elle la clientèle de l'ancien dictateur « radical-national » Perez Jimenez, qui représentait environ 15 % de l'électorat. Ainsi c'est une droite renforcée qui prend le pouvoir et cela ne peut manquer de créer des soucis aussi bien à l'U.R.S.S. qu'aux U.S.A. Le nouveau président (qui entrera en fonctions le 10 mars 1974) a aussitôt déclaré qu'à l'avenir le Venezuela vendrait son pétrole selon ses propres intérêts et non selon des Compagnies internationales, et était solidaire des pays producteurs arabes. En outre il a laissé entendre que le Venezuela cesse-

rait de faire partie de « l'Organisation des stoks américains », créée par Kennedy, et d'autre part ne renouerait pas avec Cuba des relations diplomatiques.

Le 1er janvier le Venezuela a doublé le prix de son pétrole, le portant à 14,08 dollars le baril et a annoncé qu'il augmenterait ce prix au 1er février, contrairement à la résolution adoptée par l'Organisation des Pays Producteurs de Pétrole (O.P.E.P.), dont le Venezuela fait partie, stipulant que l'augmentation partirait du 1er avril.

Après le Chili, après l'Argentine où Peron a chassé du « Mouvement justicialiste » les éléments d'extrême-gauche, le Venezuela glisse à droite et essaie de se dégager à la fois de l'influence communiste et de la domination des U.S.A. L'avenir montrera si c'est la voie de l'indépendance.

JAPON

Pour soutenir Shuichi SHIMIZU (cf. M.L. n° 195), condamné à cinq ans de prison, nos camarades japonais groupés autour de Masahiro SAITO, ont fondé une section de la Croix Noire à Tokyo.

Une nouvelle revue anarchiste (Radical n° 2) vient de paraître en anglais au Japon, publiée par Yoshiharu HASHIMOTO. Elle paraîtra tous les deux mois. C'est le témoignage du dynamisme actuel de l'anarchisme japonais.

D'après le Libertaire Japonais n° 48

6 HEURES POUR LE CHILI

Le comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien organisait le dimanche 13 janvier, au Havre, « 6 heures pour le Chili ».

Diapositives, exposition, film, chanteurs et enfin trois débats simultanés, dont un animé par Maurice JOYEUX, venu à la demande du comité, qui développa les positions libertaires sur le putsch militaire, sur l'Union populaire et le passage au socialisme par les voies légales. Celui-ci a été largement écouté et apprécié. Peut-être le travail en commissions ne se prêtait-il pas à ce genre de manifestation, cependant ce fut une réussite : un nombreux public fort intéressé.

Nous ne pouvons qu'espérer ne pas en rester là, car le meilleur moyen d'aider le peuple chilien c'est de préparer nous-mêmes notre révolution et de combattre chez nous les « apprentis Pinochet », tout en tenant compte des leçons à tirer des événements chiliens.

Groupe Jules DURAND

la philanthropie officielle

Depuis l'abolition de l'esclavage, la « décolonisation », l'accession récente à l'indépendance de nombreux pays africains, la plupart des Français sont persuadés que la colonisation n'existe plus, du moins en ce qui concerne la France.

Des mots tels que « Francophonie », « Coopération » symbolisent les liens d'amitié dont parlent les journaux, la T.V., et rassurent notre conscience : la France par son aide technique, financière, culturelle, aide les pays pauvres à sortir de leur sous-développement.

Cependant certains pensent que la générosité de la France dépasse parfois les limites : « tous ces étudiants africains, tout cet argent prêté aux nouveaux Etats, tout cela pèse sur les contribuables français ».

Entre ce qu'on peut imaginer à travers les articles de « Paris-Match » racontant l'accueil triomphal fait à Pompidou en Afrique Noire et la réalité de chaque jour se glisse la plus pernicieuse des colonisations économiques : celle que la France fait faire insidieusement par les Africains eux-mêmes par l'illusion d'une indépendance politique et le regret de leur culture au profit de la « Culture Européenne ».

LE PILLAGE ECONOMIQUE

Les pays africains les plus « aidés » par la France sont évidemment ceux qui ont le plus d'intérêt sur le plan économique (Sénégal, Côte d'Ivoire, Gabon) ou une situation intéressante sur le plan stratégique (Tchad, Djibouti). Je parlerai surtout du Gabon pour y avoir séjourné 5 ans.

Le pétrole du littoral, le manganèse et l'uranium, l'okoumé pour la fabrication du contreplaqué, les réserves gigantesques de fer, contribuent à resserrer les liens de la France avec ce petit pays de 600.000 habitants situé sur la côte atlantique juste sous l'équateur.

La France s'est donné officiellement de nombreuses garanties pour ne pas être inquiétée dans son pillage :

— une indépendance permet au pays d'avoir un président et des députés, un semblant d'autonomie politique ;

— un contrat militaire justifie la présence d'une garnison de soldats français à Libreville - la capitale -, ils n'interviennent que lorsque des troubles peuvent remettre en cause la stabilité du régime, comme en 1964 ;

— la langue française est « officielle » ; elle favorise l'unité des ethnies pour resserrer les liens avec tout ce qui est français : la culture, l'histoire, les films, les voitures... ;

— le Français n'est pas un étranger mais un « Gabonais d'adoption » avec des facilités d'installation que n'ont ni les Allemands ni les Américains.

Les Français gèrent la production et la commercialisation de toute l'économie du pays : les mines d'uranium et de manganèse, les grands chantiers forestiers, les banques, les comptoirs, les magasins dans les villes, appartiennent aux Français à la fois propriétaires et gérants, au service des Européens et de la nouvelle bourgeoisie africaine. Dans les quartiers périphériques, des bazars tenus par des Libanais et des Haoussas vendent toutes sortes d'objets courants aux gens qui vivent dans les petites cases en bois. Quand le président parle de « Gabonisation » du commerce, ces mesures visent tous ces étrangers excepté les Français ; de plus, depuis des années, les jeunes Gabonais font des études qui les préparent à des emplois administratifs ou à des professions libérales mais jamais à des postes de direction d'usines ou de commerces.

Sur le plan financier, la différence des salaires ne cesse d'augmenter : un Français (employé, magasinier...) gagne de 4.000 francs à 6.000 francs par mois sans compter de nombreux avantages (indemnités de toutes sortes) ; un ouvrier gabonais touche de 200 à 600 francs. En revanche, la nouvelle bourgeoisie africaine mise en place par les Français (fonctionnaires, professions libérales) touche des salaires qui lui permet de consommer à l'européenne.

On embellit la capitale, des constructions de plusieurs étages s'élèvent à Libreville et à Port-Gentil mais les agriculteurs (3/4 de la population) attendent toujours une organisation des transports routiers pour écouler leurs récoltes : les cultures vivrières n'intéressent pas les Français.

LES FICELLES DE L'AMBASSADE

Ce vol des richesses du Gabon se fait avec la complicité de l'« élite » politique du pays. Une constitution, une administration, un gouvernement copiés sur le modèle français donnent une apparence d'autonomie politique. Le président de la République possède tous les pouvoirs, soutenu par un parti unique - dont il est le chef - est entouré de députés inutiles pour parodier les régimes « démocratiques ».

Mais derrière ces voyages de diplomates, ces réceptions fastueuses se tiennent les conseillers français et l'ambassade de France qui écartent les gèneurs et manipulent la diplomatie :

— expulsion des jeunes Américains du « Corps de la Paix » et des pasteurs protestants américains lorsque les Etats-Unis s'intéressaient aux mines de fer de Mékambo ;

— reconnaissance du Biafra par le Gabon lors de la guerre civile au Nigéria : la France convoitait le pétrole détenu par les compagnies anglaises, mais ne pouvait afficher son soutien aux Biafrais avant leur victoire. Des avions

partaient de Libreville avec des armes françaises ; d'autres revenaient avec des enfants faméliques que le Gabon recueillait pendant qu'en France on versait des larmes de crocodile sur ce génocide ;

— rôle de courtier : la France achemine des armes vers la Libye (pétrole en échange) par l'intermédiaire du Gabon. Elle utilise les autres pays pour tout ce qu'elle ne peut faire officiellement.

LA CULTURE DES CIVILISES

On pourrait se demander pourquoi les Africains ne réagissent pas plus devant ces régimes politiques qui favorisent le sacage économique de leurs pays par les Européens. C'est précisément contre cette éventuelle prise de conscience que se manifeste tout le génie colonisateur de la France.

Le chantage s'exerce sur le complexe ancien et profond de la peau noire : toute l'habileté consiste à persuader les Africains noirs que la reconnaissance de leur qualité d'homme et « de civilisé » ne pourra se faire que s'ils adoptent la civilisation, la culture, le mode de vie, le « progrès » que leur proposent les Européens, les Blancs.

La nouvelle bourgeoisie locale, soutenue financièrement par la France, accapare toutes les prérogatives. Cette nouvelle classe, cette « élite culturelle » ne tient plus compte des ethnies et des coutumes, mais se comporte comme les Européens : voiture luxueuse, vêtements de qualité, nourriture européenne, « boîtes de nuit », des « boys » pour la cuisine, le ménage et le jardin ; et fait ainsi le jeu économique et politique du capitalisme européen.

Pendant qu'elle pille les richesses sous le titre rassurant de « Coopération », la France fait miroiter toute sa pacotille, cajole la minorité administrative et gouvernementale par des ronds de jambe des réalisations de prestige, quelques kilomètres d'auto-route et de l'argent ; elle fait apprendre à tous la langue française, démontre les valeurs de la pensée cartésienne, développe dans les esprits la valeur d'un travail qui augmente la production industrielle, persuade que le progrès c'est la technique avancée pour une consommation toujours plus grande.

Les quelques francs-tireurs qui prétendent que le Gabon sans renier ses coutumes, sa philosophie des êtres et du temps, peut évoluer, progresser, devenir moderne avec une personnalité propre, se verront répondre qu'ils veulent maintenir les noirs dans l'esclavage.

Ce suicide culturel permet la mise à sac des richesses par l'Europe, enferme les Africains dans des contradictions insurmontables (par exemple entre le travail à produire pour consommer à l'européenne et leur

Politiquement parlant, l'Amérique latine a toujours été un continent instable. Sa plus grande stabilité n'a pu être garantie que par l'armée, la seule institution organisée, forte et techniquement présente sur toute sa superficie.

Cela explique la prolifération des dictatures d'un côté et l'insignifiante existence de gouvernements élus par le suffrage universel de l'autre.

Si nous jetons un regard sur la géographie politique de l'Amérique du Sud, nous constatons que sur dix pays (excepté les trois Guyanes dépendantes ou semi-indépendantes de l'Europe) huit d'entre eux subissent la tyrannie de la botte pratorienne, avec le fait aggravant que certains rayonnent d'une brillante dictature grâce au vote populaire. L'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, l'Equateur, le Pérou, le Paraguay et l'Uruguay ont des militaires qui se sont hissés au pouvoir alors que deux pays seulement, le Venezuela et la Colombie, jouissent de gouvernements civils et d'étiquettes démocratiques.

Jusqu'ici, une analyse ayant pour dessein de réunir notre Amérique dans une perspective générale est due au fait que chaque coordonnée géographique de l'Indo-Amérique exige une particularisation qui place l'analyste face à un embarras du choix.

On a prétendu depuis longtemps, par exemple, vouloir attribuer une sorte de parallélisme entre Juan Domingo Peron et Marcos Perez Jimenez quand (et cela est resté démontré lors des récentes élections au Venezuela) le second personnage manque totalement de cette popularité dont jouit Peron. On a revendiqué les pays de Costa-Rica et d'Uruguay comme les exemples probants des régimes jumeaux, prototypes de la démocratie suisse transportée en Amérique et les faits, depuis plusieurs années déjà, ont infirmé ce mythe, plus spécialement depuis que Bordaberry a ôté son masque de démocrate et proclamé ouvertement sa dictature militaire.

On revendique aussi le parallélisme entre le régime du Pérou et celui de Panama en attribuant aux deux hommes forts de ces pays respectifs (Velasco Alvarado et Omar Torrijos) d'égales doses de nassérisme quand ni l'un ni l'autre ne pratiquent ce que l'on a appelé la politique nassériste et quand chacun d'eux avance vers des horizons diamétralement opposés dus, il faut le reconnaître, aux caractéristiques des Andes et de l'isthme de Panama qui n'ont aucun point commun.

De la même manière, et jusqu'au 11 septembre 1973, on cherchait la comparaison entre Cuba et le Chili par la présence des marxistes Castro et Allende au faite du pouvoir dans chacun de ces deux pays quand celle-ci s'avérait impossible, sauf peut-être, par le fait que chacune de ces nations était privée de la néfaste stratégie de la C.I.A. et par leur caractéristique de monoproduction (Cuba monoproduit du sucre, bien que tendant à la diversification ; Chili monoproduit de cuivre). Du reste, Cuba et le Chili constituaient le clair exemple de l'« affinité des opposants ».

A partir du 11 septembre, le Chili s'est vu submergé par un massacre aux proportions inégales en Amérique et la présence de Pinochet et de ses partisans dans le palais de la Moneda, a amené de nombreux observateurs à comparer Pinochet à Garrastazu Medici, le dictateur brésilien. Par la politique manifestement réactionnaire de chacun de ces dictateurs, sans cesser de penser que l'habileté des militaires brésiliens, conjointement à l'avantage d'une économie croissante, expansionniste et impérialiste, ne permettait pas la comparaison avec un Chili desservi par une administration capitalo-marxiste et irrésolue comme le fut celle d'Allende, se trouvant actuellement dans une période de survivance avec une pénurie de tout, sauf de chômage forcé.

conception du travail et du temps), fournit au capitalisme un magnifique débouché pour les exportations : films abêtissants où le héros est toujours « le blanc », vins pour intoxiquer la population et mille objets inutiles qui combient des hommes miséreux, assoiffés de biens matériels et qui feraient n'importe quoi pour être comme les Blancs, pour être enfin considérés comme des « Civilisés ».

Les moyens officiels de communication nous trompent : la France pille toujours les pays

africains, la France élimine d'autres civilisations en employant les moyens les plus répugnants : le chantage sur un complexe « noir » qu'elle entretient depuis des siècles. Les champions du Capital détruisent en Afrique une façon de vivre, une conception des rapports entre les êtres et les choses qui pourraient nous aider beaucoup à dénoncer notre propre civilisation de production.

Michel MANSUY
Groupe de Nantes

l'amérique latine sous de nouveaux aspects



En attendant la révolution industrielle

La stabilité du Paraguay avec le sempiternel Stroessner mériterait peut-être d'être comparée avec celle du Honduras ou apparaît toujours directement ou indirectement la figure d'un Somoza, famille qui a transformé cette république d'Amérique centrale en une hacienda privée. Mais on perd de vue que les conditions sont aussi différentes avec des avantages pour le Paraguay, lequel étant géographiquement parlant un Etat-tampon entre les deux « grandes puissances » de l'Amérique du Sud, le Brésil et l'Argentine, se paye le luxe de jouer les coquettes avec Buenos Aires ou Brasilia selon les circonstances, pour l'obtention de concessions politiques et économiques qui garantissent la continuité du doyen de tous les dictateurs d'Amérique.

Ces conditions ne sont pas réunies par le Honduras soumis en permanence à sa condition de « République bananière » dans laquelle les Somoza passent pour être (et de là leur immense fortune) les prête-noms des gérants de la « United Fruit Cie ».

Le Venezuela et la Colombie offrent également la tentation d'être comparés. Ces deux républiques sont régies par le système représentatif (les seules d'Amérique du Sud) et elles s'estiment les héritières directes du libérateur Simon Bolivar. Cependant, la comparaison s'arrête là. En Colombie (pays qu'Elisée Reclus appellera l'Athènes de l'Amérique) existe un système politique bipartiste depuis la fin du siècle dernier qui s'est enraciné dans les gênes des Colombiens dans la forme identique à laquelle on assiste dans la majorité des pays européens et nord américains. En Colombie, conservateurs et libéraux prennent à tour de rôle la direction du pays et ce de façon assez équilibrée. La Colombie, dont la population de 25 millions d'habitants est le double de celle du Venezuela, pratique l'exploitation de ses ressources dans toutes ses possibilités et souffre, comme tous les pays fournisseurs de matières premières, d'une terrible inflation et d'une crise économique dues au fait que les prix de ses produits ne sont pas fixés à Bogota mais à New York. Cette crise économique se répercute sur la stabilité politique, ce qui explique l'existence de tant de guérillas rurales que le gouvernement peut difficilement enrayer. Tous ces facteurs ne sont pas attribuables au Venezuela qui a vécu un cycle de dictatures les plus longues de toute l'Amérique latine, la dernière étant celle de Perez Jimenez qui ne finira qu'en 1958. La densité démographique est de onze habitants au km². Son agriculture (à l'inverse de celle de Colombie et de son élevage) est pratiquement abandonnée, dépendant pour une grande part, de l'importation de produits alimentaires. Cependant, le solde de son commerce extérieur est toujours positif grâce à la richesse de son sous-sol en pétrole. Cet excédent s'accroît encore plus grâce au résultat de la stratégie adoptée dernièrement par les pays producteurs de pétrole qui consiste à ce que ce soit les pays eux-mêmes qui fixent les prix de référence et non les compagnies pétrolières internationales comme elles le faisaient encore il y a peu de temps. Cette union des producteurs et leur volonté d'imposer les prix des matières premières non

renouvelables, cause un précédent que devront suivre, tôt ou tard, les autres pays producteurs de matières premières comme l'étaïn, le cuivre, le café, le bois, le caoutchouc, etc. En tout cas, et pour ce qui concerne le Venezuela, le pays se trouve juché sur les richesses d'Ali Baba et cela interdit toute comparaison avec la Colombie, sa voisine, menacée par la balance déficitaire de son commerce extérieur. L'Equateur et la Bolivie ont eu aussi beaucoup de traits communs bien que, politiquement et économiquement, les différenciations s'affirmaient. Ces deux pays ont été des pays de violence avec quantité de morts et de guerres perdues (celle du Chaco que la Bolivie perd face au Paraguay), de traités arbitraires (celui de Rio de Janeiro en 1942 qui empute l'Equateur d'un immense morceau de la vallée amazonienne). Ces deux pays ont eu des présidents tués par le peuple soulevé (Villarreal pendu à un réverbère de la place Morillo de La Paz, Alfaro dont le cadavre fut traîné dans les rues de Quito). Ces deux pays sont le fruit des campagnes guerrières de troupes de Simon Bolivar, mais il nous est difficile de suivre plus avant sur le terrain du parallélisme. La

Ernesto Geisel le successeur de Garrastazu Médici



Bolivie est un pays composé en majorité de plateaux arides, ingrats, dont la terre fournit peu sauf dans la zone orientale de Santa Cruz tandis que l'Equateur qui se trouve aussi enclavé dans les Andes, jouit du climat chaud du tropique ce qui lui permet une exportation massive, grâce au port actif de Guayaquil, de beaucoup de produits agricoles : bananes, café, cacao. De plus, son sous-sol s'est montré récemment riche en hydrocarbures, ce qui place les dictateurs équatoriens face à des perspectives beaucoup plus souriantes que celles de Banzer en Bolivie.

S'il y a un pays qui ne souffre pas de comparaison, en Amérique latine, c'est bien Haïti. Tout en ayant été le premier à se libérer du joug colonialiste, Haïti se trouve placé depuis déjà plusieurs décennies, à la traîne du reste des pays de l'Amérique non anglo-saxonne. Il y eut un moment d'espoir quand mourut le médecin-sorcier, président à perpétuité, Duvalier, mais cet espoir fut de courte durée, le régime du fils Claude s'étant fortifié pour continuer à montrer au monde entier l'image du pays le plus malheureux du continent, pays dans lequel l'industrie la plus lucrative est l'exportation de sang vers les hôpitaux des U.S.A.

Effectivement, le parallélisme n'est plus possible. Cette Amérique hispanique considérée depuis la métropole madrilène dans les siècles passés, comme une unité indissoluble, n'existe plus. Il s'agit bien plus des « Etats Désunis » dont nous parlera Bilbao les comparant aux Etats-Unis du Nord.

La désunion est telle en Amérique latine qu'on trouve actuellement sous les drapeaux un million quatre cent mille hommes se surveillant mutuellement sans que, logiquement parlant, il y ait un motif de menace sur les frontières des vingt Etats de l'Amérique hispanique. Simplement, tous les gouvernements s'arment pour la sauvegarde du territoire national. Il n'y a pas un seul gouvernement qui ne prétende s'armer pour attaquer le voisin. Les Basil Zaharov de l'époque actuelle exercent de fabuleux négoce avec la vente de tanks, d'avions supersoniques, d'armes modernes, de sous-marins et de tout ce qui entraîne une grosse entrée de devises pour les pays « super-développés », plus cultivés et civilisés que les pays latino-américains. Les dépenses militaires de l'Amérique hispanique, selon la revue spécialisée « Air Force » du mois de décembre dernier, atteignent 3 500 000 000 de dollars dont la part du lion (2 284 000 000) revient à trois pays seulement : le Brésil, l'Argentine et Cuba.

Il suffit qu'un pays se procure des avions Skyhawk pour que le voisin se précipite acheter des Mirage. Que le Chili fasse l'acquisition d'un navire de guerre suffit pour que le Pérou achète deux sous-marins. La présence de tanks parmi les acquisitions de la Colombie entraîne la réaction immédiate du Venezuela qui se dépêche d'acquiescer de l'artillerie lourde avec projectiles sol-air télé-guidés. Ceux qui continuent à voir le continent latino-américain comme une somme d'égaux aspirations, d'égaux niveaux et d'égaux possibilités se trompent. La présence des militaires dans la majorité des présidences de tous ces pays, étant donné les conditions actuelles qui se projettent bien au-delà des frontières, tend à démontrer la présence de changements significatifs tant sur le plan social que sur les plans politique, économique, culturel et également stratégique.

Il existait un parallélisme que nous avons voulu laisser pour la fin entre l'Argentine et le Brésil. Ces deux pays se sont disputé l'hégémonie latino-américaine ou du moins d'Amérique du Sud, le Mexique revendiquant sa zone d'influence. Mais depuis plusieurs années déjà, le fléau de la balance s'est fortement incliné en faveur du Brésil avec l'appui du puissant oncle Sam. Le retour de Peron avec l'acquiescement des militaires argentins (les mêmes qui le chassèrent en 1955) est étroitement lié avec ce problème. On ne prétend pas moins utiliser le mythe péroniste pour créer une colonne de fumée (la menace de l'armée brésilienne de l'autre côté de la frontière) qui permet de détourner l'attention du peuple argentin des véritables problèmes internes qui pèsent sur les nécessités du pays. La colonne de fumée se crée mais ce qui est loin de se dissiper, c'est la véritable hégémonie brésilienne de long en large du continent. Cela n'est pas encore apparu clairement. Il ne manque que quelques réajustements et l'attache de quelques militaires, mais le jour de la proclamation hégémonique n'est plus très loin. Quand ce sera fait, les Etats-Unis pourront respirer un peu : ils disposeront d'un puissant gendarme chargé de maintenir l'ordre dans une région qui leur a toujours apporté beaucoup de migraines.

VICTOR GARCIA.

LA GRANDE CHANCE

La crise de l'énergie offre à l'Occident une occasion inespérée de se libérer de la civilisation du marketing. Comme après 1945 ou après mai 1968, allons-nous, une fois de plus, laisser passer la grande chance qui nous est offerte de nous défaire de nos valeurs et de nos structures sociales périmées ? Allons-nous être assez lucides et courageux pour nous mettre enfin à construire la société des hommes véritablement libres, égaux et fraternels ?

Les hommes des pays industrialisés sont en train de prendre conscience de la fragilité de leur civilisation et de la pauvreté de ses valeurs : c'est le mythe de l'Expansion et de la Croissance pour la Croissance qui s'effondre ; le monde occidental s'aperçoit que sa fausse prospérité est liée au prix dérisoire du pétrole, à la production et qu'il suffirait de découpler son coût pour que s'évanouissent les mirages de la société de production-consommation.

De toute façon, nous savons que cette société est menacée à plus ou moins long terme et que nous serons acculés un jour à la changer ; nous savons qu'il est impossible, pour la survie de l'espèce, de généraliser au monde entier le mode de vie occidental et que la pollution de l'air, des rivières et des mers constitue une menace pour la vie ; nous savons aussi que l'expansion ne fait qu'accroître les inégalités entre classes, entre régions, entre pays, qu'elle engendre rivalités et conflits, qu'elle favorise les égoïsmes individuels et collectifs ; en un mot, qu'elle pollue, en même temps que la nature, les rapports humains.

La crise de l'énergie ne fait qu'accroître la crise que traverse le système capitaliste en proie à l'inflation et au déséquilibre monétaire, en proie également à la contestation : les travailleurs ne veulent plus être traités comme des machines ; ils commencent à refuser le système autoritaire de relations ; une grande partie de la jeunesse aspire à un mode de vie plus simple, mais humainement plus riche et plus solidaire ; les frontières nationales, de classes, de races, de sexes paraissent de plus en plus insupportables ; beaucoup voudraient sortir du cercle infernal production-consommation ; ils sont las d'être manipulés par la publicité, d'être conditionnés à éprouver des besoins artificiels et à travailler pour les satisfaire et pour accroître le profit de quelques-uns.

C'est donc un ensemble complexe de causes économiques, écologiques et psychosociologiques qui devraient logiquement nous pousser à changer de cap, puisque, de toute façon, demain ou un peu plus tard, nous serons mis fatalement au pied du mur ; la crise de l'énergie confirme certaines aspirations de mai 1968 et les prolonge : c'est d'un changement radical de civilisation qu'il s'agit.

Puisque un jour ou l'autre il nous faudra transformer notre mode de vie, alors pourquoi ne pas aller au-devant de la catastrophe écologique et des affrontements violents ? Pourquoi ne

pas profiter de l'angoisse salutaire qui vient de saisir les hommes des pays industrialisés pour les inciter à changer la vie ?

Déjà le coût du pétrole devrait nous contraindre à des décisions immédiates ; nous devrions privilégier les transports collectifs aux dépens des transports individuels, et les transports par eau et ferroviaires aux dépens des transports routiers (ceux-ci consomment six à sept fois plus d'énergie que les autres) ; nous devrions mettre un frein au gaspillage inconsidéré du bois, du papier, du verre, des matières plastiques, des métaux, des fibres textiles ; nous devrions fabriquer des objets solides et non des produits éphémères à usage programmé. Il nous faudrait décentraliser l'énergie (l'E.D.F. s'oppose actuellement à l'utilisation individuelle ou collective des petites chutes d'eau) ; utiliser les ressources énergétiques non polluantes (eau, marées, soleil, énergie géo-thermique) ; il nous faudrait replanter des forêts et des haies ; et surtout, nous devrions nous concerter à tous les niveaux de la vie collective pour rechercher en commun les solutions les mieux adaptées à l'homme, à la vie et aux conditions économiques.

Avec la fin du gaspillage et des faux besoins, la journée de travail à l'usine ou au bureau pourrait être réduite de moitié ; la vie pourrait redevenir plus intéressante et plus créative ; ainsi, chacun pourrait exercer un second métier de son choix ; on verrait reflourir le travail artisanal ; on aurait enfin le temps de lire, de s'informer, de se cultiver, de faire de l'exercice (ne serait-ce qu'en marchant ou en utilisant la bicyclette), de participer activement à la vie collective ; on limiterait au minimum les importations ; il faudrait planter des arbres fruitiers, utiliser toutes nos prairies pour l'élevage.

Toutes ces mesures s'imposent ; mais si elles étaient appliquées, on verrait naître une nouvelle civilisation qui utiliserait toutes les potentialités de l'homme — une civilisation à la fois technique, agricole et artisanale. Progressivement, nous serions obligés de renoncer à nos égoïsmes nationaux et individuels, et à nos valeurs aliénantes (argent, profit, standing, consommation, technique, rendement, vitesse, puissance, etc.) ; ce serait la fin des privilèges de classe et des inégalités.

Ce serait le déclin des énormes concentrations urbaines, dévoreuses d'énergie, et de la vie « massifiée » ; les villes redeviendraient des lieux de rencontre, de culture et de dialogue ; ce serait la fin du massacre sur les routes, de la publicité envahissante, de la laideur tapageuse des immeubles-tours et des super-marchés ; les hommes cesseraient de gaspiller leurs forces physiques et nerveuses et leurs potentialités créatrices dans des travaux dénués de sens.

Ce serait aussi la fin de la solitude. Nous trouverions notre bonheur à construire ensemble une nouvelle civilisation, à créer, à inventer, à communiquer, à

coopérer, à nous découvrir nous-mêmes et à découvrir l'autre, à redécouvrir la nature ; ce serait la fin des ségrégations entre hommes et femmes, entre jeunes et adultes ; enfants et vieillards ne seraient plus parqués dans des ghettos (écoles ou asiles) mais pourraient participer à la vie collective.

Ce pourrait être la naissance d'une nouvelle culture et la réalisation de l'utopie : *La situation dans le monde est telle que l'utopie est la seule voie réaliste qui nous reste ; si nous voulons survivre, nous serons contraints d'adopter la solution libertaire.*

Malheureusement, ceux qui prétendent « gouverner » les hommes se montreront sans doute aussi incapables de saisir la grande chance qui leur est offerte qu'ils l'ont été à prévoir la crise actuelle. Fascinés d'un côté par le modèle américain et de l'autre par le modèle marxiste, terrifiés d'être obligés de changer de mentalité et de comportement, dénués du sens de la solidarité planétaire, les hommes politiques chercheront à appliquer à une situation entièrement nouvelle les vieux remèdes qui sont en train de nous conduire au désastre.

Déjà on parle de construire partout dans le monde des centrales nucléaires, sans craindre de contaminer l'atmosphère par la pollution la plus inconnue et la plus pernicieuse qui soit : la pollution radioactive ! Déjà certains Etats cherchent à profiter du malheur des autres pour s'enrichir à leurs dépens (U.S.A. aux dépens de l'Europe et du Japon ; pays producteurs de pétrole aux dépens des pays du tiers-monde). L'Union soviétique et ses alliés cherchent à exploiter les divisions de l'Europe et les crises sociales qui s'annoncent pour imposer à l'Occident, par la ruse ou par la force, leur ordre totalitaire. Certains gouvernements dramatisent volontairement la situation et aggravent artificiellement la pénurie pour briser la contestation des écologistes, des jeunes et des travailleurs, et pour justifier les mesures de mise au pas des mécontents. Les hommes d'affaires et les spéculateurs cherchent à tirer parti de la crise en vue de nouveaux bénéfices et les politiciens pour s'emparer du pouvoir ; et, bien sûr, les armées et les polices veillent au maintien de l'ordre absurde !

Une fois de plus, tous les Etats, qu'ils soient capitalistes, communistes ou du tiers-monde, s'entendent pour maintenir le statu quo, c'est-à-dire les structures sociales centralisées et hiérarchisées ; une fois de plus, ce seront les humbles qui feront les frais de l'imprévoyance, de l'égoïsme et de la volonté de puissance des dirigeants. C'est ainsi que la collusion des Etats et des classes dirigeantes risque de nous faire perdre la grande chance qui nous est offerte de construire ensemble un monde fait pour la vie, pour l'amitié et pour l'épanouissement de tous les hommes — le monde sans frontières qui est devenu urgent d'éduquer.

Mathilde NIEL

DU TABAC ? NON DU GROS CUL

Que disait-on que les augures de l'éducation nationale n'étaient pas à la hauteur de leur fonction ?

Qui osait prétendre que les écoles et les lycées fonctionnaient comme le téléphone ?

Que ceux qui douteraient des mérites des inspections d'académie en excluent au moins celle de la Seine-Maritime, circonscription de Barentin, qui vient de faire montre de ses hautes capacités.

A-t-elle amélioré les programmes, rénové les méthodes, allégé les classes ?

Non pas.

A-t-elle résolu le problème des horaires - cette quadrature du cercle - qui fait que la rentrée des classes coïncide avec la date où les maçons et les peintres entreprennent les travaux dans les locaux scolaires ?

Pas davantage.

Non, la susdite inspection vient de résoudre un problème d'une autre grande importance : Mettre à la porte une collaboratrice qui, lors d'une conférence pédagogique (concernant uniquement les adultes) s'est autorisée à fumer, et s'y est présentée en pantalon (ce qui permet de supposer que l'austère Simon Pomerolie, inspecteur académique de la Seine-Maritime, circonscription de Barentin, montre des préférences pour la minijupe. Passons...).

A ces préoccupations, haute-moralité, Monsieur Simon Pomerolie, inspecteur académique de la Seine-Maritime, circonscription de Barentin, adjoint des qualités administratives qui feraient de lui un des requins de l'immobilier si, hypothèse inconcevable, il se trouvait un jour sur le sable.

Maurice LAISANT

En effet ce licenciement frappe une personne « avant les vacances, pour qu'elle ne soit pas payée pendant les vacances ». L'intéressée (si l'on peut dire) est titularisable, ayant obtenu son certificat d'aptitude pédagogique théorique et pratique, mais a dû y renoncer et solliciter un emploi de suppléante pour suivre son mari dans l'arrondissement de Barentin dont l'académie d'inspection est soumise aux soins éclairés de Monsieur Simon Pomerolie soi-même.

Ce qui fait qu'elle est licenciée sans préavis, sans indemnité et sans droit au chômage.

Pendant Monsieur Simon Pomerolie, inspecteur académique de... etc (comme je le disais plus haut) est un petit peu, un tout petit peu gaffeur, si j'en dois croire le dernier paragraphe de sa lettre : « D'une façon générale d'ailleurs, je vous invite à modifier sans plus tarder votre comportement, et dans votre classe en particulier ».

C'est que cette institutrice commet l'impardonnable faiblesse de ne pas considérer l'Ecole comme une avant-garde du régime militaire, et sa fonction comme celle d'un chien de quartier, c'est qu'elle s'est efforcée de substituer la compréhension à la discipline, le dialogue à la répression, et a osé se référer aux méthodes d'un certain Freinet, inconnu au bataillon.

Un tel scandale pouvait-il se poursuivre sous l'égide de Monsieur Simon... que vous savez, qui considère lui, que « la première vertu d'un fonctionnaire est l'obéissance » l'intelligence étant à ses yeux une superfluité, sinon une tare.

Cela lui assure des compétences d'adjudant de semaine, et promet son squelette à la gloire du Museum.

LA RUE N°17

REVUE CULTURELLE ET LITTÉRAIRE
D'EXPRESSION ANARCHISTE

éditée par le Groupe Libertaire Louise-Michel

PROCHAIN NUMERO
A PARAITRE (mars 1974)

LA SEXUALITE ?

... des études de Maurice JOYEUX, Jean ROLLIN, Françoise TRAVELET, Michel BONIN, Francis AGRY, Jean BARRUE, Roland BOSDEVEIX, Mathilde NIEL, Paul CHAUVET, Floréal MELGAR.

... et des écrits de grands auteurs.

UN NUMERO SPÉCIAL !

Tous les numéros de « LA RUE » sont en vente à la Librairie Publico.
Abonnement : 4 numéros, 28 F - Abonnement de soutien et « étranger » : 4 numéros : 40 F
Prix : 8 F l'exemplaire. Tous renseignements utiles à la Librairie Publico.

liberté ou autorité

Guerre, torture, terrorisme : bonne conscience et gueule de bois. Encore une année de passée, de répit relatif pour ceux qui, par tous les moyens, par toutes les apparences, s'acharnent à contenir les hommes dans l'immoral carcan de l'autorité.

L'Etat hésite : droite ou gauche nationaliste ? Il choisira selon la conjoncture mondiale, où les internationales maoïstes et fascistes installent leurs sièges sur les trônes disponibles. Et nous, anarchistes, devant cette décadence accélérée, la perte des institutions vêtues et les montées du terrorisme institutionnel, nous, anarchistes que dire et que faire ? Car les institutions sont contestées, rejetées ou renforcées : signe majeur de toute fin de civilisation. On ne discute plus artiste mais théâtre. Il faut qu'il soit dur, pur et violent nous disent ses défenseurs bleus, blancs ou rouges.

Les parlementaristes, les républicains, les démocrates veulent ramoner et s'installer. Même les communistes veulent ce changement mais dans l'ordre, dans le cachot des isolements, solitude civique du bulletin de vote ! Les nationalistes maurassiens étalent la même amabilité aux crevettes silencieuses. Tout doux les masses et avec nous. Tous,

entretiennent, développent en leur sein des extrémismes qui scissionnent parfois. Ils ne sont que l'expression violente des propositions volontaires réformistes des futurs dictateurs.

Bien sûr des nuances existent au sein de la Sainte famille autoritaire, mais quoi d'étonnant ? Les aristocrates d'avant 89 n'avaient pas tous la même méthode de gouverner, ni le même blason, mais le même désir de devenir monarque absolu. La prise du pouvoir par la bourgeoisie et sa libre entreprise nuancait la qualité de l'exploitation face à la multiplication des industries et la nécessité de tenir en main l'économie de profit. La lutte pour l'électoratisme et le vote universel n'était qu'une réussite de l'actuelle participation gaulliste. Quoi de plus merveilleux, de plus monstrueux aussi que de donner à l'esclave le droit de se choisir des maîtres ? Conjointement à l'industrialisation poussée, les méthodes de prise de pouvoir ont changé. Les conjurations et autres frondes ont été démocratisées en partis politiques de lutte de classe pour de libération nationale, courroies de transmission du Programme et de son élite. Ce fut un changement structurel, une nécessité historique, comme diraient les marxistes ; la pourriture du

système changeait et dialectiquement créait une pourriture révolutionnaire et une pourriture réactionnaire. L'histoire qu'on enseigne dans les lycées n'est autre que le récit d'un dégueuli et de ses différentes moisissures !

A l'heure des hypercadences technocratiques répond l'ère du terrorisme-gadget, audiovisuel et imotivé. Des actes où l'on retrouve d'ailleurs une curieuse analogie avec les sacrifices païens : des victimes innocentes sacrifiées selon un rituel devenu classique et symbolisme toujours, dans des aéroports ou des avions dans « ce qui va vers le ciel » : le terrorisme est devenu soit instrument de coercition sur le peuple par les hystériques de l'autorité, soit acte stupide et irraisonné, en un mot : mystique. Les symboles renaissent. Dieu et l'Etat sont omniprésents. Ces abcès dont l'humanité regorge sont prêts à la crever ou à périr. Il faut trouver le fer rouge. La décadence des institutions et des esprits ouvre la voie à un ordre social plus autoritaire ou libertaire. Il y a vacance du pouvoir : ils sera pris ou détruit. Nous, nous sommes les partisans de l'anarchie...

Joël GOCHOT

pour un autre cinéma

Pendant que certains abrutis en sont encore à se demander où est passée la 7ème compagnie, il arrive que brusquement sortent sur les écrans bon nombre de films intéressants. Le fait est assez rare pour être souligné. Mais c'est vrai qu'en janvier et février, il y a au moins dix films importants à voir. Et, chose encore plus rare, ces films proviennent de pays dont on a trop peu souvent l'occasion d'admirer la production. Cela parce que intellectuellement et commercialement, la diffusion d'un film est soumise aux caprices du monde capitaliste. Pour la racaille qui fabrique et distribue le cinéma (producteurs, distributeurs, exploitants) un film portugais en noir et blanc sans vedettes est moins intéressant qu'un western américain avec Adolf Wayne ou un policier français avec Delon en large et en couleurs. Pour ceux-ci, 5000 à 10 000 places disponibles par séance, pour les autres, 10, 20, 30 fois moins. C'est ce qu'on appelle le ghetto culturel. Car même lorsqu'on daigne sortir un film du

tiers-monde par exemple, l'opération est calculée non pas de manière à faire connaître au public une production qu'il ignore, mais plutôt pour que l'affaire soit rentable au maximum. Le cas récent du film turc UMUT (Espoir) est typique. Une seule salle du quartier Latin donc un minimum de frais à tous les niveaux (copies, publicité, personnel) pour un maximum d'entrées (public étudiant et « jeune » plus curieux que public populaire). C'est dégueulasse parce que raciste, mercantile et fausement libéral. Il faut se battre pour que les films boliviens ou égyptiens obtiennent la même diffusion que les Charlots. Il faut absolument boycotter tout film à caractère résolument commercial dont personne n'a rien à foutre du sujet et qui véhicule le plus souvent une idéologie répugnante.

Il faut fuir les sujets bidons, les stars véreuses, les réalisateurs qui n'ont rien à dire. Actuellement, on peut voir un beau film polonais d'ANDRZEJ

WAJDA, les NOCES ; le corrosif REJEANNE PADOVANI du Canadien DENYS ARCAND, LE CHATEAU DE LA PURETE, du Mexicain ARTURO RIPSTEIN, le CHARBONNIER de l'Algérien MOHAMMED BOUAMARI, le succulent et tendre, quoique grave, HOME SWEET HOME du Belge BENOIT LAMY, le vivifiant film hollandais de PAUL VERHOEVEN, TURKISH DELICES, le film suisse-allemand de DANIEL SCHMID, CETTE NUIT OU JAMAIS. Ce sont ces films pour lesquels il faut se déranter. Citons aussi HEAVY TRAFFIC de RALPH BAKSHI et la PLANETE SAUVAGE de TOPOR et LALOUX, longs métrages d'animation sortant quelque peu de l'ordinaire et très réussis sur le plan du graphisme, et le festival de dessins animés consacré à TEX AVERY, savoureux mélange de loufoquerie et de tendresse où toutes les extravagances sont permises. A voir sans tarder, s'il est encore temps...

Patrice BIGOT

La Fédération Anarchiste

organise les 10 et 11 Avril deux soirées de gala au profit de son journal le Monde Libertaire. Toutes informations complémentaires paraîtront dans le prochain n° du Monde Libertaire. Comme à l'accoutumée l'affiche sera composée des plus talentueux artistes de la chanson et de la fantaisie.

Retenez dès maintenant vos deux soirées.

Prix d'entrée : 15 F

Adressez toute correspondance et chèques à :

Librairie Publico
3, rue Ternaux PARIS 11^e
CCP 11 289 15 PARIS



AVIS AUX CAMARADES INTERESSÉS

Les retours de transport presse du Monde Libertaire pour l'année 1973 sont disponibles à la librairie Publico au prix de 6 F les dix numéros plus 1,50 F de port.

SOUSCRIPTION

Marmox	30,00 F	Vencet	3,50 F
Barriot	20,00 F	Floralé	2,00 F
Cerver	30,00 F	Simon	3,00 F
Pierre-Auguste	170,00 F	Warin	5,00 F
Preiss	50,00 F	René	2,25 F
Lhéritier	20,00 F	Dupuis	10,00 F
Cesters	20,00 F	Guillochon	15,00 F
Ousgneux Aimé	20,00 F	Parré	7,00 F
Boludo J.-Luc	3,85 F	Alain	1,00 F
Cany	6,70 F	Gérald	2,25 F
Perez	5,00 F	Blampignon	22,00 F
Cosquer	20,00 F	Lambert	11,75 F
Henck Patrick	11,05 F	Merroux	3,40 F
Séron	70,00 F	Françoise	2,25 F
Cabouret	9,50 F	Albert	5,00 F
Tassin	36,00 F	Bigot	100,00 F
Roman	68,75 F	Simon	2,60 F
Dumonteil	100,00 F	Anonyme	5,40 F
Preiss	16,65 F	Bouchot	6,00 F
Auffredou	25,00 F	J. Rodriguez	47,05 F
Menoux Jean	7,20 F	J Charbet	2,00 F

SERVICE LIBRAIRIE

- BAKOUNINE Michel
- Dieu et l'Etat - 6 F
- BARRUE Jean
- L'anarchisme aujourd'hui - 7 F
- DORLET Louis
- L'esprit de troupeau - 5 F
- ERNESTAN
- Valeur de la liberté - 6 F
- JOYEUX Maurice
- Autogestion - gestion directe - gestion ouvrière - 5 F
- JOYEUX Maurice
- L'Anarchie et la révolte de la jeunesse - 9 F
- LEHWING Arthur
- Anarchisme et marxisme dans la révolution russe - 8 F
- PROUDHOMMEAUX André et Dori
- La Catalogne libre - 3 F
- RESZLER André
- L'Esthétique anarchiste - 8 F
- ROCKER Rudolf
- Les soviets trahis par les bolcheviks - 12 F

VOYENNE Bernard

- Le Fédéralisme de P.J. Proudhon - 18 F
- Statuts de l'Association internationale des travailleurs - 2 F
- LIVRES DE S. FAURE
- Propos subversifs - 12 F
- L'Imposture religieuse - 10 F
- Douze preuves de l'inexistence des Dieux - 2,80 F
- Vie et œuvre de S. Faure - 2,50 F
- Les anarchistes, ce qu'ils sont, ce qu'ils veulent - 1 F
- Deux grandes figures : E. Humbert et S. Faure - 3 F
- Une grande figure : Robin - 3 F
- Vouloir la Paix : Chalaral - 5 F
- Disques Louis Lecoin (les 2) 50 F
- Naissance et mort des Dieux : S. Faure - 10 F
- DISQUES
Édité par la C.N.T. en exil.
A las barricadas..... 12 F
Léo Ferré
Et... Basta !..... 28,50 F

la réaction classique face aux contradictions du système économique

La Constitution se veut présidentielle et Pompidou qui a été un commis besogneux règne depuis 1968 sur un gouvernement de classe d'un style traditionnel à la bourgeoisie française. L'homme a pris des rides et du volume, mais remplir le costume que de Gaulle avait abandonné n'était pas à la portée de tout le monde !

L'histoire de la classe dominante de ce pays possède quelques-uns de ces personnages hors série qui font éclater le cadre conventionnel de la société française et donnent aux rapines économiques, du style et de la branche. Mais en dehors de ces « grands moments de l'histoire » où le verbe, les larmes et le sang coulent à flot, ce sont des Pompidou rassurants qui occupent la place, jouent les utilités, et amortissent les secousses que provoque l'appétit du profit. Cependant même lorsqu'elle applique une politique de souplesse, l'économie libérale du profit voit son horizon s'obscurcir. Car sur l'immobilisme ministériel, l'économie fouettée par la science et les techniques galope, ce qui produit le chaos et provoque des digestions difficiles sous les lambris du palais de l'Élysée. Nous vivons un de ces instants !

Autrefois les gazettes auraient écrit que le ministère se disloquait et avec fébrilité les courriéristes se seraient livrés au jeu savant des pronostics. Aujourd'hui Messmer l'adjudant de service désigné par le palais donne de la voix, sans parvenir à faire régner l'ordre dans les rangs de l'escouade ministérielle. Cependant la face étant sauvée, chacun se félicite de la stabilité d'une équipe qui ne se maintient que par la peur du verdict électoral. Gouvernement de bas empire, où Marcellin le premier flic de l'Etat donne le ton.

Mais pour bien comprendre les réflexes désordonnés de cette coalition d'intérêts contradictoires il suffit d'être attentif aux contorsions du branlant d'as inamovible qui surplombe une piétaille interchangeable.

Ce qui frappe le public ce sont surtout les tours de prestidigitation de Giscard d'Estaing, la pièce de monnaie disparaît de la poche du contribuable pour réapparaître dans les caisses de l'Etat. Hier solidement amarré rue de Rivoli, le franc aujourd'hui flotte, rien dans les mains rien dans les poches, Giscard péroré, explique ses tours devant un public ébahi et bon enfant qui en redemande et il est vrai que ce franc flotte comme nos perspectives d'avenir, est plus rassurant qu'une dévaluation, même si les conséquences de cette navigation seront les mêmes sur le budget de la ménagère. Mais qui donc a dit que notre langue française était la plus riche en synonymes ?

Ce franc, qui va flotter comme un bouchon sur une nappe de pétrole, va provoquer l'augmentation des prix. Giscard, cet innocent, espère que son verbe contribuera à freiner l'augmentation des salaires et la marge ainsi obtenue permettra un nouvel équilibre économique entre les classes à l'intérieur du pays, les profits étant constitués par le maintien des exportations favorisées par cette dévaluation honteuse. Ces perspectives gouvernementales sont ridicules car les mouvements de la monnaie, pas plus que la variation des prix des matières premières indispensables, ne sont des mouvements autonomes. Ils sont le fruit des contradictions d'un système auquel aujourd'hui un certain nombre de pays sous-développés s'intègre en y apportant naturellement des perturbations.

Il n'existe pas de solution à la crise dans le cadre de la société économique du profit. On peut changer les équilibres, ce qu'on fait aujourd'hui, faire que des pays pauvres deviennent riches ou vice-versa, les soubresauts continueront ! Ils sont le produit du système lui-même, c'est-à-dire de l'économie capitaliste du profit qui transforme la société de consommation en un vaste marché aux puces, où aujourd'hui on solde alors que demain on rarefiera les produits de façon artificielle avec comme seule philosophie, celle du tiroir-caisse. La solution qui pourrait freiner les heurts économiques entre les clans qui se livrent à une petite guerre à l'intérieur de la classe dominante, le système n'en veut pas ! Ne peut pas en

vouloir ! Cette solution consisterait en une nouvelle répartition de la masse du revenu national entre les industries, de façon que l'argent suive la rééquilibration qu'opèrent les techniques au sein de la production. Mais une telle révolution économique se heurterait aux possesseurs car elle créerait une nouvelle classe de profiteurs destinée à remplacer l'ancienne, dépassée par l'évolution.

De nos jours qui parle d'économie, parle d'énergie. Introduire le coût de l'énergie, disons du pétrole à sa place exacte dans un budget de fabrication n'est pas simplement justice, mais un bien en soi, car cela établira plus de rigueur dans le calcul du prix de l'objet fabriqué, mais cela n'est possible que si une reconversion se fait dans la distribution des ressources globales entre chaque tranche industrielle même s'il se révèle nécessaire de faire un choix de priorité entre les objets fabriqués. Mais alors le système remettrait en cause la théorie de la libre entreprise qui est sa raison d'être et se heurterait à un climat électoral qui le balayerait rapidement. Malgré l'imagination débordante de Giscard d'Estaing, il n'existe pas de solution dans l'économie du profit et il faudrait ou s'accommoder des incidents que soulèvent ses contradictions ou la changer !

Mais si l'économie commande la vie sociale du pays, chacun des ministres chargés d'administrer un secteur, subit le (contrecoup) politique que provoque la crise du système. Passons sur le coup de gueule de Messmer sortant d'un banquet. Le chef du gouvernement retrouvant le ton de la caserne s'est écrié « Lip, j'ai dit que c'était fini ». Ce qui est fini chez Lip c'est l'illusion de certains des responsables syndicaux qui croyaient pouvoir faire coïncider les aspirations légitimes du personnel avec le système, en cherchant et en trouvant un « bon » patron qui dans le cadre de l'économie capitaliste insérerait les revendications des travailleurs. L'action des travailleurs de Lip fut exemplaire, le but poursuivi par leurs responsables syndicaux fut plus discuté. Il n'y avait pas de solution chez Lip, en dehors d'un philanthrope décidé à mettre fin à la grève de crainte de ses répercussions électorales. Lorsqu'on a essayé de régler le problème Lip, on a fait appel à une ou plusieurs de ces solutions. Inscrive Lip, avec ses revendications dans le cadre du régime économique capitaliste c'était faire de Lip une exception, avoir recours à des méthodes en marge ce qui était impensable. Les responsables syndicaux ont cru au « bon » patron. Après en avoir refusé un, ils s'approprièrent à en accepter un autre dont les projets paraissent plus discutables.

En vérité, pas plus que pour Giscard, il n'existe de solution pour Lip dans le cadre du régime capitaliste. La seule solution possible, la coopérative, fut repoussée par les politiciens marxistes ou syndicalistes. Naturellement cette solution dans le cadre du régime offrait les mêmes inconvénients que les autres, elle aurait eu à subir les fluctuations du marché. Elle pouvait être placée sur le même plan, que le « bon » patron. Mais de bons patrons il n'en existait pas alors que la solution coopérative était possible, avec l'aide de l'Etat et du patronat pour des raisons que j'ai expliquées plus haut.

Je voudrais être sûr que ce n'est pas la peur de la responsabilité globale de l'entreprise et du sort des travailleurs qui ait fait reculer les responsables syndicaux. La formule « pas de socialisme possible dans l'économie capitaliste » est juste. Encore peut-on se demander si dans la société de libre échange, une coopérative de production, n'eût pas atténué les différences de classe les plus criardes au sein de l'entreprise.

Ce problème de la place du monde du travail dans le cadre du système est immuable. Lorsque cette place s'agrandit, c'est bien sûr parce que les ouvriers ont engagé la lutte, mais les satisfactions qu'on leur accorde sont limitées par l'augmentation et la variation de la production dues aux progrès scientifiques et techniques. Si l'économie stagne, alors c'est l'épreuve de force et les travailleurs du bassin lorrain viennent d'en faire l'expérience.

Pour un gouvernement à la dérive qui se heurte aux contradictions économiques et aux revendications des travailleurs, l'argument suprême c'est le flic ! Le flic, non pas parce que la répression contre l'adversaire est efficace, mais parce que l'emploi du flic rassure les classes dirigeantes, leur donne le sentiment qu'elles sont protégées efficacement. Ce qui favorise les affaires et tient en respect l'adversaire politique ou le concurrent économique. Lorsque l'appareil de répression se dégingue, l'argent se cache, les suffrages électoraux se tournent vers des horizons plus rassurants, la classe dirigeante perd sa crédibilité envers son gouvernement et en change. Or, nous sommes dans cette période d'affolement qui de la tête a gagné le corps de l'Etat et la police de Marcellin, donnant un rare exemple de panique.

Il nous suffit de nous souvenir de l'affaire Aranda. Celui-ci est aujourd'hui traîné devant les tribunaux, par une justice servile qui par contre n'a pas prononcé une seule inculpation contre les scandales que celui-ci avait dénoncés.

Mais c'est l'affaire du « Canard » qui est la plus significative du désarroi de Marcellin et de ses flics. Lorsque l'historien fera le compte des propos de Messmer de Pompidou ou de Marcellin sur cette affaire il sera sûrement étonné de leurs incohérences. « Bizarre, bizarre ? » Ce qui lui paraîtra certainement le plus bizarre de cette sombre histoire c'est que nos deux larrons aient pu survivre au ridicule de leurs propos.

Mais lorsque les chefs donnent l'exemple de la stupidité, les troupes qui forcent la note donnent celui d'un cynisme dont on n'a guère d'exemple. Pris la main dans le sac, ils nient en faisant des déclarations où il est question d'honneur, de devoir, sous l'œil narquois du public. Et puis ils s'affolent comme leur patron, mais au lieu de se contenter de déclarations ridicules et contradictoires, ils ont recours à la menace, à la lettre anonyme contre les témoins qui risquent de les reconnaître. Mensonge et chantage voilà les armes secrètes de Marcellin et de ses troupes. Un peu en retrait, Pompidou et Messmer hochent la tête, approuvent sans se mouiller, prêts à jeter leur ministre de l'Intérieur par-dessus bord pour se refaire une virginité.

L'exemple de Nixon dicte leur conduite.

Depuis un an la situation se dégrade, les mesures « radicales » succèdent aux mesures « radicales ». Reculant devant aucun sacrifice, les représentants du peuple, surtout ceux qui n'en sont pas, ne reculent même pas devant un changement de ministère.

Nous n'en sommes encore qu'à la période où sous le ridicule le pouvoir fait le dos rond. Ne nous y fions pas. Les classes dirigeantes sont, autant que nous, conscientes de l'usure des hommes de la réaction classique qui se succèdent au pouvoir, et ils succéderont leurs dispositions en temps utile pour les remplacer par d'autres qu'on prépare pour des tâches plus musclées.

Pour l'instant la population suit avec aux lèvres un sourire inquiet, le numéro des gusses de la politique, Giscard l'intéresse, Marcellin l'indigne, Messmer comme le fanion de la légion l'attendrit. Pompidou lorsqu'il apparaît sur le petit écran est scruté avec intensité et le citoyen cherche sur cette figure bonasse de bourgeois arrivé, le reflet de l'avenir que la société de consommation lui prépare.

Nous n'en sommes qu'aux préliminaires. Le rideau va se lever sur des lendemains difficiles. Pour l'instant le pouvoir flotte au fil de l'eau, des eaux croupies. Ne nous fions pas à cet aspect troisième république qui fit la fortune des chansonniers de l'avant-guerre. Derrière ce carré d'as à la figure un peu fatiguée même un myope discernerait l'ombre du grand sabre.

Maurice JOYEUX